

CONSERVATION DES HYPOTHÈQUES

N° 67 bis.

de la Seine (deuxième bureau)

Transcription du 12 JUILL 1950 Vol. 1305 n° 34
 Dépôt : 2257 Vol. n°
 Inscription d'office : Vol. n°
 Taxe : 115 Salaires : 50

(Intitulé réservé à l'usage exclusif du conservateur.)

TEXTE

DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

CADRE RÉSERVÉ AU CONSERVATEUR.

(Le requérant ne doit, sous aucun prétexte, écrire dans cette marge.)

PARDEVANT Me. Raymond BOISSEAU notaire à LAGNY
 (Seine-et-Marne) soussigné.

A COMPARU -

Monsieur Georges GRANDSERRE, administrateur d'immeubles, demeurant à Charenton (Seine) 9 rue Victor BASH.

Agissant tant en son nom personnel qu'au nom et comme mandataire de Madame Lucienne ERNST, commerçante, demeurant à Montluçon, (Allier) 2

Place notre Dame veuve en premières noces non remariée de Monsieur Maurice Pierre Marcel FORGET en vertu d'une procuration passée devant Me.

Triniol notaire à Montluçon, le premier juillet mil neuf cent quarante neuf dont le brevet original enregistré est demeuré ci-annexé après mention :

dans laquelle procuration Madame veuve FORGET a agi en qualité de seule gérante de la Société Civile immobilière dite " L'Immobilière Parisienne " (S.C.I.P.) au capital de trois cent mille francs entièrement versé divisé en six cents parts de cinq cents francs chacune dont le siège social est actuellement à Maisons-Alfort (Seine) 11 rue Pasteur.

Madame veuve Forget et Monsieur Grandserre actuellement seuls membres de la Société Civile " L'Immobilière Parisienne " sus nommée société constituée à l'origine entre Monsieur Louis Robert

tte Andrée ROUZE, son
 livrande (Calvados)
 e: M. Edouard Lucien
 A l'effet de: 1°.
 devant s'appliquer
 s deux immeubles ci
 arant, et situés à
 L'un N° 191, d'une
 istant en....etc.....
 rés environ, consistant
 rement entre eux et
 tie ou par appartements
 x prix, charges et
 ci dessus désignés.
 s convenus ou par
 onnaître tous paiements
 inscrits, accepter
 ou partie des prix de
 affirmations prescrites
 de transport. Faire
 Désister Madame Charles
 roits vendus et renoncer
 connaître que ladite
 ticle 2135 du Code civil
 trente huit, par la
 et en conséquence,
 èque légale contre son
 sion alimentaire qui
 ts ou toute autre charge
 ittances et décharges
 arantie, ainsi que tou
 re mainlevée avec désist
 s résolutives et con
 autres, le tout avec
 xercer toutes poursui
 ion jusqu'à l'obtention
 istributions, toucher
 passer et signer tous
 ent faire le nécessaire
 la Délivrande. L'an
 s lecture faite, les
 s: En marge se trouvent
 reçu par le notaire à
 ent cinquante, folio 84
 eteur signé illisible
 la Délivrande (Calvados)
 case 355. Reçu cinq cent
 t. POUR EXPÉDITION /
 Paris, certifie la pré
 ute et à l'expédition
 uve, un renvoi, deux

CADRE RÉSERVÉ AU CONSERVATEUR.

(Le requérant ne doit, sous aucun prétexte, écrire dans cette marge.)

TEXTE

DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

LIMANTON, sans profession, demeurant à Monteny commune de Lindry (Yonne) et Monsieur André Auguste Georges POUARD, employé de commerce demeurant à Maisons Alfort, 32 rue du Parc suivant acte sous signatures privées fait double à Maisons Alfort le premier octobre mil neuf cent quarante cinq enregistré à Charenton, actes civils le cinq du même mois, folio 48 numéro 486, sous la condition suspensive de se rendre acquéreur dans un délai de trois ans d'un immeuble sis en France dont la réalisation a été constatée par acte sous signatures privées fait double également à Maisons Alfort le quatorze novembre mil neuf cent quarante cinq, enregistré à Charenton actes civils le seize du même mois, folio 56, numéro 411, et existant actuellement entre Monsieur Grandserre sus nommé et Madame veuve Forget en vertu l^{er} d'un acte de cession de parts par Monsieur POUARD au profit de cette dernière suivant acte sous signatures privées fait quadruple à Paris le vingt huit avril mil neuf cent quarante six enregistré Charenton actes, civils le trois juillet suivant folio 16, numéro 150 contenant nomination de Madame veuve Forget comme gérante de la Société aux lieu et place de Monsieur POUARD démissionnaire 2°. Et d'un acte de cession de parts par M. Limanton sus nommé au profit de Madame veuve Forget et Monsieur Grandserre suivant acte sous signatures privées fait quadruple le neuf mai mil neuf cent cinquante enregistré à Charenton actes civils le lendemain, folio 22 n°171.

Les originaux de chacun des actes ci-dessus sont demeurés annexés à la minute d'un acte en constatant le dépôt reçu par le notaire soussigné le vingt quatre juillet mil neuf cent quarante six

Pour les trois p
le dépôt reçu pa
à enregistrer en
LEQUEL es nom a
tention de vendr
sis à Paris, sur
elle est proprié
les clauses et c
queront à ces ven
qui régira la ven
réglement de cop
il s'agit et fera

L'immeuble objet
Un immeuble situé
ment) comprenant
1°. Corps de batin
rez de chaussée c
dont le dernier e
2°. Batiment en s
et de cinq étages
3°. Batiment en a
et de cinq étages
4°. Loge de conc
5°. Petit pavillo
de chaussée et d
Le tout couvert e
Cour
canalisation d'ea
Le tout d'une co
les titres et de
décimètres carrés
à gauche par les
ritois.
Ainsi au surplus q

Extrait du
du 28 août 1911

ART. 1^{er}. — Les extraits littéraires, les reproductions ou copies de la loi du 23 mars 1921, prescrites par la loi de conservation des hypothèques, à raison de deux lignes à la page, de papier ayant le même poids et la même qualité que le papier à 5 francs.

ART. 3. — Les
manuscrits à transcrire
le manuscrit d'origine
au moyen d'une copie
délicte, ou lorsque
surcharges, ou lignes
lignes, les postures
imprimées en lettres
Les copies et les
sont, sans absence
vision directe, sans
d'un papier sur
carbone.

Les blancs
Les renvois sont
insérés à la suite
en aucun cas, les
portés dans les
S'il s'agit d'un
chiffre, l'original
chiffre sans renvoi
de la mention

Le certificat du
prescrit par l'Art.
du 23 mars 1898
nom, prénoms,
domicile du ou des
la formule et
contenue, à la
vois, des mots
bénéficiaire.

ART. 4. — Les
ne seraient pas
conditions indi
alines de l'art
d'un certificat
conforme aux
dernier alines
seront obligato

RÈGLE
À SUIVRE POUR
LES PAGES

Il résulte de
28 août 1951 :

1° Que les
vent être écri-
ou à la machi-
moyens d'une
déléable. Elles
être imprimée
partie ;

2° Que les o-
graphiques do-
nues par impr-
sans interpo-
encore ou pay-
3° Que les o-
doivent pas
taiges, surcha-
lignes ;

4° Que l'origi-
sous seing pri-
destiné au sur-
thèques doit é-
duplicata de la
registrement ;

5° Que les
être numéroté
lu fin de la
6° Que les
être bâtonné
7° Que les
être signées
requérants
seulants et
cette signatur
de collation-
modèle et

Toutes ces
vent être ob
rejet obligatoir

Ainsi au surplus que ledit immeuble existe s'étend se poursuit et se

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

comporte avec toutes ses aisances et circonstances et dépendances ensemble tous droits de mitoyennetés pouvant y être attachés sans aucune exception ni réserve et sans garantie de la contenance superficielle sus indiquée dont le plus ou le moins excédant ~~un~~ un vingtième fera le profit ou la perte des ayants droit.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

L'immeuble ci-dessus désigné appartient à la Société l'Immobilière Parisienne " par suite de l'adjudication qui en a été prononcée à son profit, aux termes d'un procès verbal dressé par le notaire soussigné le vingt six octobre mil neuf cent quarante cinq, en suite d'un cahier de charges dressé par le même notaire le vingt neuf juillet mil;neuf cent quarante trois.

Le tout à la requête de :

Monsieur le Maire de la ville de Lagny

ayant agi en qualité de -résident de la commission Administrative de l'Hospice civil de Lagny spécialement délégué à cet effet en vertu de deux délibérations de la commission administrative dudit hospice, la première en date du dix sept mars mil neuf cent quarante trois, contenant décision de vendre aux enchères publiques l'immeuble; dont s'agit et la deuxième, en date du vingt huit décembre suivant (mil neuf cent quarante trois) confirmant la précédente et décidant la remise en vente aux enchères publiques de cette immeuble sur baisse de mise à prix.

Lesdites délibérations ont reçu avis favorable du conseil municipal de la ville de Lagny donné en sa séance du trois avril mil neuf cent quarante trois et celle du neuf janvier mil neuf cent quarante quatre et la vente a été autorisée par monsieur le sous Préfet de l'arrondissement de Meaux selon ses arrêtés le premier en date du dix sept juin mil neuf cent quarante trois et le second en date du premier avril mil neuf cent quarante quatre.

cette adjudication a été prononcée au profit de la société civile immobilière dite " L'Immobilier Parisienne " moyennant le prix principal de neuf cent cinq mille francs sur lequel cinquante mille francs ont été payés comptants et quittancés audit procès verbal.

Quant aux huit cent cinquante cinq mille francs de surplus la société acquéreur s'est obligée à les payer conformément aux conditions stipulées audit cahier de charges c'est à dire aussitôt après l'accomplissement des formalités de transcription et de purge légale et au plus tard à l'expiration

du délai de six mois accomplir cette formalité entre les mains d'un notaire. Un extrait desdites délibérations a été transcrit au greffe le deux novembre mil neuf cent quarante d'office en date

Sur cette transcription le conservateur des hypothèques de la ville de Lagny a délivré un certificat négatif de radiation ou substitution et la société acquéreur a rempli les formalités légales attendues littéralement rappréhensibles. L'Hospice Civil de Lagny soumis à hypothèque par Mademoiselle Fatimataires sont tous connus ni l'autre n'avaient des tables de deniers. La Société " L'Immobilier Parisienne " a payé le prix d'adjudication et le notaire soussigné a levé l'inscription mainlevée de l'immeuble définitivement le

En la personne de

Cet immeuble appartenant

légataire universel

de Fatimataires, en son

68 rue saint-Denis

mai mil huit cent

en la forme olographe

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

du délai de six mois du jour de l'adjudication temps jugé nécessaire pour accomplir cette formalité avec intérêts au taux de cinq pour cent par an entre les mains du receveur de l'Hospice civil de la ville de Lagny. Un extrait desdits cahier de charges et procès verbal d'adjudication a été transcrit au deuxième bureau des hypothèques de la Seine, le vingt deux novembre mil neuf cent quarante cinq, volume 1098, n° 29, avec inscription d'office en date du même jour volume 76, n° 140.

Sur cette transcription et à la date du même jour monsieur le conservateur des hypothèques audit bureau a délivré au chef de l'Hospice civil de la ville de Lagny, vendeur, et de deux précédents propriétaires un certificat négatif d'inscription saisie, transcription et mention donation ou substitution et constitution de biens de famille.

La société acquéreur n'a pas jugé à propos de faire remplir sur son acquisition les formalités prescrites par la loi pour la purge des hypothèques légales attendues déclarations faites au cahier de charges sus énoncé littéralement rapporté.

L'Hospice civil de Lagny, comme établissement public n'a jamais pu être soumis à hypothèque légale.

Mademoiselle Patin et Monsieur Marcel Junior Delecourt précédents propriétaires sont tous deux décédés sans avoir contracté mariage et ni l'un ni l'autre n'avait jamais été tuteur de mineurs ou d'interdits ni comptables de deniers publics.

La Société " L'immobilière Parisienne " s'est libérée du solde de son prix d'adjudication en principal et intérêts suivant quittance reçue par le notaire soussigné le douze août mil neuf cent quarante six contre mainlevée de l'inscription d'office sus énoncée laquelle a été radiée définitivement le vingt quatre novembre mil neuf cent quarante huit.

ORIGINE ANTERIEUREEn la personne de l'Hospice civil de Lagny

Cet immeuble appartenait à l'Hospice civil de Lagny en sa qualité de légataire universel en toute propriété de mademoiselle Henriette Joséphine Patin, en son vivant propriétaire demeurant à Lagny (Seine-et-Marne) 68 rue Saint-Denis, où elle est décédée célibataire majeure, le dix neuf mai mil huit cent soixante dix huit, aux termes de son testament fait en la forme olographe en date à Lagny du dix neuf décembre mil huit cent

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

soixante quatorze dont l'original a été déposé pour minute à Me. Grand notaire à Lagny, prédécesseur médiateur notaire soussigné le vingt mars mil huit cent soixante dix huit, suivant ordonnance contenue en son procès verbal d'ouverture et de description dudit testament en date du même jour.

Lequel legs universel a pu recevoir sa pleine et entière exécution attendu qu'à son décès sus rappelé mademoiselle Ratin n'a laissé aucun ascendant ni descendant et par conséquent aucun héritier ayant droit à une réserve légale dans sa succession ainsi que le constate un acte de notoriété dressé après le décès par Me. Grand, notaire à Lagny sus nommé le vingt cinq mai mil huit cent soixante dix huit.

L'Hospice Civil de Lagny a été envoyé en possession dudit legs universel à la charge par lui d'obtenir l'autorisation prescrite par les lois aux termes d'une ordonnance rendue par Monsieur le Président du Tribunal Civil de Meaux le vingt sept mai mil huit cent soixante dix huit, dont la grosse a été déposée pour minute à Me. Grand, notaire sus nommé suivant acte par lui dressé le vingt neuf du même mois de mai enregistré.

Ce legs a été accepté provisoirement et sous bénéfice d'inventaire seulement au nom de la Commission Administrative, de l'Hospice Civil de Lagny par Monsieur Emile Adolphe Guillard propriétaire Chevalier de la Légion d'Honneur Maire de la ville de Lagny, demurant en cette ville en sa qualité de Président de ladite commission et comme ayant été spécialement autorisé par cette commission suivant délibération en date du vingt et un mai mil huit cent soixante dix huit dont une ampliation est demeurée annexée à l'intitulé de l'inventaire dressé après le décès de mademoiselle Ratin par Me. Bruelle de la Brunière, notaire à Meaux le trois juin mil huit cent soixante dix huit. La Commission Administrative de l'Hospice Civil de Lagny a été autorisée à accepter le legs universel dont s'agit aux termes d'un décret de Monsieur le Président de la République Française en date à Paris du trois avril mil huit cent soixante dix huit, dont une ampliation est demeurée annexée à l'acte d'acceptation du legs ci-après énoncé.

Et cette Commission ainsi autorisée a ensuite accepté définitivement le legs universel dont s'agit, aux termes d'un acte reçu par Me. GRAND, notaire à Lagny sus nommé le quatre juin mil huit cent soixante dix neuf, enregistré et consenti conformément aux articles 1011, et 1014 du code civil l'exécution pure et simple du testament de mademoiselle Ratin et la délivrance des legs par

titulaires qu'il re
par Monsieur le
Civil de Lagny aux
sus nommé le trois
Du chef de Mademoi

L'Edit immeuble app
l'ayant recueilli
en son vivant prop
sout mil huit cent
légataire universel
olographe en date
l'original a été de
médiateur du notaire
mil huit cent soix
Monsieur le Préside
verbal d'ouverture
Observation étant f
exécution Monsieur
aucun descendant et
légale dans sa succ
par Me. Aureau notair
te quatre enregistré
Duquel legs univers
ordonnance de Monsie
du vingt quatre sout
grosse a été déposée
suivant acte reçu par
enregistré dont la g
notaire à Lagny suive
soixante quatre.

En la personne de Mon
L'immeuble dont s'agi
las et antérieurement
sus nommé au moyen d
de Me. GUILLET avoué

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

titulaires qu'il renfermait et dont la délivrance avait déjà été consentie par Monsieur le Président de la Commission Administrative de l'Hospice Civil de Lagny aux termes d'un acte reçu par Me. Grand notaire à Lagny sus nommé le trois juin mil huit cent soixante dix huit.

Du chef de Mademoiselle Ratin

Ledit immeuble appartenait en propre à Mademoiselle Ratin sus nommée comme l'ayant recueilli dans la succession de Monsieur Marcel Junior Delecourt en son vivant propriétaire demeurant à Lagny ou il est décédé le vingt aout mil huit cent soixante quatre, célibataire majeur et dont elle était légataire universelle aux termes de son testament fait par lui en la forme olographe en date à Lagny du dix neuf mars mil huit cent soixante dont l'original a été déposé pour minute à Me. Aureau notaire à Lagny prédécesseur médiateur du notaire soussigné suivant acte par lui dressé le vingt deux aout mil huit cent soixante quatre en exécution d'une ordonnance rendue par Monsieur le Président du Tribunal Civil de Meaux contenue en son procès verbal d'ouverture et de description dudit testament en date du même jour. Observation étant faite que ce legs universel a pu recevoir son entière exécution Monsieur Delecourt étant décédé célibataire et n'ayant laissé aucun descendant et par conséquent aucun héritiers ayant droit à une réserve légale dans sa succession ainsi que le constate un acte de notoriété dressé par Me. Aureau notaire sus nommé, le vingt trois aout mil huit cent soixante quatre enregistré.

Duquel legs universel Mademoiselle Ratin a été envoyée, en possession par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal Civil de Meaux en date du vingt quatre aout mil huit cent soixante quatre enregistré dont la grosse a été déposée au rang des minutes dudit Me. Aureau notaire à Lagny suivant acte reçu par lui le vingt six aout mil huit cent soixante quatre. ~~enregistré dont la grosse a été déposée au rang des minutes dudit Me. Aureau notaire à Lagny suivant acte reçu par lui le vingt six aout mil huit cent soixante quatre.~~

En la personne de Monsieur Delecourt Marcel Junior

L'immeuble dont s'agit qui portait alors le n°52 de la rue Neuve Saint-Nicolas et antérieurement le n°28 de la même rue appartenait à Monsieur Delecourt sus nommé au moyen de l'adjudication prononcée à son profit sur le nom de Me. GUILLET avoué qui lui en a passé déclaration de command le jour même

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

suiuant jugement rendu en l'audience des criées du Tribunal civil de première instance de la Seine, le premier mai mil huit cent cinquante, enregistré. Cette adjudication a eu lieu savoir :

1°. En exécution d'un jugement rendu par le Tribunal précité le vingt quatre novembre mil huit cent quarante neuf, homologuant la délibération du conseil de famille des mineurs.

Henriette Joséphine Leroy.

Et Eulalie Clémence Leroy

prise le seize juin mil huit cent quarante neuf sous la présidence de Monsieur le Juge de paix du sixième arrondissement de Paris et ordonnant la vente aux enchères publiques de deux immeubles indivis entre lesdites mineurs dont celui dont s'agit sur la mise à prix de quatre vingt dix mille francs les mineures

Leroyayant pour tutrice mademoiselle Henriette Paschaline Leroy propriétaire demeurant à Paris rue Saint-Martin n°161 et pour subrogé tuteur Monsieur Gormont nommés par la délibération précitée.

2°. Sur le cahier d'enchères dressé par Me. Dyvraude à Paris rue Favart n°8, le vingt sept décembre; mil huit cent quarante neuf, déposé au Greffe du Tribunal précité le deux janvier mil huit cent cinquante.

3°. Et après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi Le tout à la requête de mademoiselle Henriette Paschaline Leroy propriétaire demeurant à Paris rue Saint-Martin n°161.

En sa qualité de tutrice des mineures Leroyes filles naturelles légalement reconnues par elle .

En présence de Monsieur Gormont subrogé tuteur ou lui dument appelé ainsi qu'il résulte d'un exploit de Monsieur Adam à Abbeville (Somme) en date du vingt cinq mars mil huit cent cinquante.

Observation étant ici faite que les mineures Leroy propriétaires de l'immeuble acquis par Monsieur Delecourt comme légataire universelle de Monsieur Joseph Marcisse Edouard Delecourt ainsi qu'il sera dit ci-après ont renoncé audit legs suivant déclaration faite par elles au Greffe du Tribunal civil de la Seine en date du vingt trois aout mil huit cent cinquante enregistré par mademoiselle Leroy leur tutrice sus nommée devenue épouse de Monsieur Henri Charles Villemont et maintenue dans la tutelle desdites mineures aux termes d'une délibération du conseil de famille desdites mineures tenue sous la présidence de Monsieur le Juge de paix du sixième arrondissement de Paris

le sept février mil
Et que par jugement
en date du vingt
Louis Eugène Hervi
hypothèques demeur
nommé administrate
avec les pouvoirs
et de toutes inscr
Cette adjudication
vingt dix mille
de l'adjudication
avril mil huit cent
inscrits ou déléga
Ce prix a été payé
au bureau des hypot
volume 2210, n°10,
148, n°96 radiée co
Il s'est trouvé à c
ze inscriptions y c
tâté par un certifi
Paris le onze juin
délivré de quinzain
Le sort de chacune
ci-après.
Monsieur Delecourt
voulues par la loi
constatant ces forma
reçu par Me. Hatin no
cinquante et un.
A cet effet copie co
a été déposée au Gre
en a été affiché au t
nal ainsi qu'il; résul
cinq juin mil huit ce
Notification de ce dé
Paris en date du onze

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

le sept février mil huit cent cinquante .

Et que par jugement du Tribunal civil de première instance de la Seine en date du vingt et un août mil huit cent cinquante enregistré , Monsieur Louis Eugène Hervieu, rédacteur en chef du Journal du Conservateur des hypothèques demeurant à Paris rue de Grenelle Saint Honoré n°23, a été nommé administrateur provisoire de la succession de Monsieur Delecourt avec les pouvoirs de toucher toutes sommes et de donner mainlevées et de toutes inscriptions.

Cette adjudication a été prononcée moyennant le prix principal de quatre vingt six mille cinquante francs payable dans les quatre mois du jour de l'adjudication avec intérêts à cinq pour cent par an à partir du premier avril mil huit cent cinquante, soit aux vendeurs soit aux créanciers inscrits ou délégataires .

Ce prix a été payé comme il sera dit plus loin. S'agit a été transcrite au bureau des hypothèques de Paris le dix juin mil huit cent cinquante volume 2210, n°10, inscription a été prise d'office le même jour volume 148, n°96 radiée comme on le verra plus loin

Il s'est trouvé à cette transcription pendant la quinzaine, suivante quinze inscriptions y compris celle d'office sus énoncée ainsi qu'il est constaté par un certificat délivré par le Conservateur des hypothèques, de Paris le onze juin mil huit cent cinquante valant pour sa date certificat délivré de quinzaine

Le sort de chacune des inscriptions contenues audit état va être indiqué ci-après.

Monsieur Delecourt a fait remplir sur son acquisition les formalités voulues par la loi pour la purge des hypothèques légales et les pièces constatant ces formalités sont demeurées annexées à un acte de quittance reçu par Me. Hatin notaire à Paris le vingt et un janvier mil huit cent cinquante et un.

A cet effet copie collationnée du jugement d'adjudication dont il s'agit a été déposée au Greffe du Tribunal civil de la Seine et de suite un extrait en a été affiché au tableau a ce destiné placé dans l'auditoire dudit Tribunal ainsi qu'il résulte d'un acte déposé au greffe de ce Tribunal le vingt cinq juin mil huit cent cinquante enregistré .

Notification de ce dépôt a été faite par exploit de Gillot, huissier à Paris en date du onze juillet mil huit cent cinquante , enregistré, à

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal civil de la Seine
cette notification a été rendue publique par son insertion dans le journal
d'annonces judiciaires et légales intitulé " Affiches parisiennes " feuille
du vingt juillet mil huit cent cinquante dont un exemplaire porte cette
mention : " Enregistré à Paris le vingt juillet mil huit cent cinquante folio
43 Verso case 2, reçu : deux francs vingt centimes (signé) d'Armanzau "
et cette autre " Vu par le Maire du quatrième arrondissement pour légalisation
de la signature Maulde et Renou (signé) illisiblement ".e

L'extrait du jugement d'adjudication dont il s'agit est resté exposé jusqu'au
vingt septembre mil huit cent cinquante , ainsi que le constate un certificat
du greffier du Tribunal civil de la Seine, délivré ledit jour vingt sep
tembre mil huit cent cinquante enregistré .

Enfin pendant ces formalités il n'est survenu sur l'immeuble adjudgé à Monsieur
Delecourt aucune inscription ainsi qu'il est constaté par un certificat délivré
par le conservateur au bureau des hypothèques de Paris le vingt neuf novembre
mil huit cent cinquante .

Monsieur Delecourt a également fait faire les notifications prescrites par l'
article 2183 du Code civil aux créanciers inscrits qui vont être ci-après
nommés et ce, suivant trois exploits de corion , huissier à Paris commis
à cet effet le premier en date du vingt trois juillet mil huit cent cinquante
le second du vingt quatre du même mois et le troisième du vingt neuf juillet
aussi même mois enregistrés aucune surenchère n'ayant été formée pendant
le délai voulu par la loi Monsieur Delecourt est demeuré propriétaire
incommutable de l'immeuble dont s'agit pour le prix de son adjudication
aucun ordre n'a été ouvert sur le prix de Monsieur Delecourt attendu que tous
les créanciers inscrits à l'exception des autres premiers venant en concurrence
ont donné mainlevée de leurs inscriptions ainsi qu'il sera expliqué ci-après
et que ces quatre créanciers inscrits ont consenti à être réduit au marc
le franc de leurs créances établies aussi ci-après.

Les quinze inscriptions révélées par l'état levé lors de la transcription
du jugement d'adjudication sus énoncé ont eu le sort suivant :

1°. la première est l'inscription prise d'office le dix juin mil huit cent cin
quante volume 148 , n°96 au profit de Mesdemoiselles Henriette Joséphine
Leroy et Eulalie Clémence Leroy sus nommées contre Monsieur Delecourt
adjudicataire.

Mainlevée en a été
2°. la seconde es
cent-quarante qua
César Victor Grand
épouse - Monsieur
seph Narcisse Edou
vent vingt cinq mi
au profit de ce de
l'audience des cri
huit cent quarante
Une mention mise en
cent quarante cinq
notaire à Paris le
cinq, avec ratifica
le quatre octobre d
Me. Caron et Me. Bonc
conservé par l'insc
dans l'effet de l'ad
volume 116, n°283 et
2°. Monsieur Clément
de Monsieur Isidore
Duparque tous ci-apr
cent trois francs hu
--nait de celle de q
gés par Monsieur Delec
cousin vingt mille fr
Madame Guille et huit
obligation reçu par
et vingt six cent mil
tion devant être exerce
de la somme prêtée par
Une autre mention du tr
que suivant quittance par
avril mil huit cent
et Madame Louis Bruno

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Mainlevée en a été donnée en vertu de l'acte de quittance ~~et~~ après énoncé
2°. la seconde est une inscription prise d'office le six aout mil huit
cent-quarante quatre volume 128, n°115 au profit de Monsieur Jean François
Gésar Victor Grangy et Madame Louise Henriette Delphine Bodevin, son
épouse - Monsieur Jean Noury maître carrier contre Monsieur Maurice Jo
seph Narcisse Edouard Delecourt pour sureté d'une somme principal de
cent vingt cinq mille francs prix principal d'adjudication prononcée
au profit de ce dernier suivant jugement d'adjudication rendu par la
l'audience des criées du tribunal de la Seine, le vingt deux juin mil
huit cent quarante quatre.

Une mention prise en marge de cette inscription le dix novembre mil huit
cent quarante cinq, indique que suivant quittance passée devant Me. Oagnier
notaire à Paris les premier et huit septembre mil huit cent quarante
cinq, avec ratification reçue par le même notaire le quinze septembre et
le quatre octobre de la même année Monsieur et Madame Quantinet, Me. Guyon
Me. Caron et Me. Boncompagne, et Callou, avoués tous colloqués sur le prix
conservé par l'inscription d'office volume 128, n°115 sus relatée ont subrogé
dans l'effet de ladite inscription et de celles ci-après relatées
volume 116, n°283 et volume 560 n°177 1°. Monsieur Pierre Beaucousin,
2°. Monsieur Clément Dusouchet, 3°. Madame Louise Virginie Diette veuve
de Monsieur Isidore Désiré Joseph Rouille, 4°. Et Monsieur Frédéric
Duparque tous ci-après nommés, jusqu'à concurrence de cent huit mille neuf
cent trois francs huit centimes avec déclaration que ladite somme prove
--nit de celle de cent quarante mille francs empruntés desdits subro
gés par Monsieur Delecourt savoir : cent mille francs de Monsieur Beau
cousin vingt mille francs de Monsieur Dusouchet douze mille francs de
Madame Rouille et huit mille francs de Monsieur Duparque, le tout suivant
obligation reçu par Monsieur Oagnier notaire sus nommé les vingt cinq
et vingt six aout mil huit cent quarante cinq, l'effet de ladite subroga
tion devant être exercé concurremment entre les subrogés dans la proportion
de la somme prêtée par chacun d'eux.

Une autre mention du trente septembre mil huit cent quarante six indique
que suivant quittance passé devant Me. Oagnier notaire à Paris le six
avril mil huit cent quarante six, Monsieur et Madame Quantinet, Monsieur
et Madame Louis Bruno Mainot et Monsieur Ambroise Claude Amable Mainot

et mes .Migeon, Boncompagne, Gallou et Bouchet avoués tous colloqués sur le prix conservé par l'inscription d'office volume 128, n°115 ont subrogé dans l'effet de ladite inscription et de celle d'office volume 116 n°283 et volume 560 n°176 et 177, Monsieur Beaucousin, Monsieur Dusouchet, Madame veuve Buille et Monsieur Duparque sus nommés jusqu'à concurrence de vingt quatre mille deux cent soixante neuf quatrevingt dix centimes formant le solde du prix de Monsieur Delecourt en principal et intérêts avec les mêmes déclarations d'emprunt et de concurrence que ci-dessus .

Par suite des dites subrogations les prêteurs sus nommés se sont trouvés subrogés dans 1° l'effet entier des inscriptions première et deuxième de l'état dont s'agit , 2°. Et dans l'effet des quatrième et cinquième; des mêmes états ci-après énoncés pour toutes les sommes qui revenaient à Me. Guyon et à Me. Caron et à Me. Mainot tous colloqués.

Mainlevée de ces inscriptions en a été donnée aux termes de l'acte de quittance ci-après énoncé.

3°. La troisième est une inscription prise d'office le vingt deux avril mil huit cent quarante deux volume 116, n°283 au profit de Monsieur Joseph Noel Napoléon Quantinet et Madame Hélène Moench son épouse contre Monsieur Jean François César Grangy et Madame Louise Henriette Delphine Bodevin, son épouse , pour sureté de la somme de soixante cinq mille sept cent soixante francs prix principal de la vente consentie à ces derniers suivant acte passé devant Me. Berceyron notaire à Paris le trente mars et deux avril mil huit cent quarante deux.

En marge de cette inscription se trouvant aussi les mentions mises en marge de l'inscription qui précède le dix novembre mil huit cent quarante cinq, et le trente septembre mil huit cent quarante dix.

Mainlevée de cette inscription a été donnée aux termes de l'acte de quittance ci-après énoncé par Monsieur Beaucousin, Monsieur Dusouchet Madame veuve Potille et Monsieur Duparque créanciers subrogés.

4°. La quatrième est une inscription prise le vingt deux avril mil huit cent quarante deux volume 560 n°176 au profit de Monsieur Louis Brunot Mainot et Monsieur Ambroise Claude Aimable MAINOT, contre Monsieur et Madame Grangy sus nommés pour sureté de la somme de cinquante quatre mille francs résultant d'une obligation passée devant Me. Berceyron notaire à Paris le deux avril mil huit cent quarante deux.

Il résulte d'une décembre mil huit Berceyron, notaire quarante deux, et Madame Guyon soit primée par n°177 aussi à le été subrogés ju

Une autre mention indiquée la subro de Monsieur Beau sieur Duparque, l'état .

Mainlevée de cet ce ci-après énon La cinquième est quarante deux, v lesdits Monsieur mille francs rés taire à Paris le Une mention du d suivant transpor six décembre même priorité sur eux

et Mad.

de la somme de t. Une autre fait m les sieurs mainot Deux autres ment l'autre du trente subrogations dan de Monsieur Beau Monsieur Duparque Mainlevée de cet subrogés sus nom

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Il résulte d'une mention mise en marge de cette inscription le dix neuf décembre mil huit cent quarante deux que suivant acte passé devant Me. Berceon, notaire sus nommé les sept, neuf et onze décembre mil huit cent quarante deux, Messieurs Mainot ont consenti en faveur de Monsieur et Madame Guyon à ce que l'inscription dont il s'agit nonobstant sa date soit primée par une autre inscription prise le même jour, volume 560 n°177 aussi à leur profit et dans l'effet de laquelle Monsieur Guyon avaient été subrogés jusqu'à concurrence de trente quatre mille francs.

Une autre mention mise le trente septembre mil huit cent quarante deux indique la subrogation faite dans le mérite de cette inscription au profit de Monsieur Beau cousin, monsieur Dusouchet, Madame veuve Pouille et Monsieur Duparque, comme il est dit ci-dessus à la deuxième inscription de l'état.

Mainlevée de cette inscription a été donnée en vertu de l'acte de quittance ci-après énoncé.

La cinquième est une inscription prise le vingt deux avril mil huit cent quarante deux, volume 560, n°177 au profit de Messieurs Mainot contre lesdits Monsieur et Madame Grangy pour sûreté de la somme de cinquante mille francs résultant d'une obligation passée devant Me. Berceon, notaire à Paris le deux avril mil huit cent quarante deux.

Une mention du dix neuf décembre mil huit cent quarante deux indique que suivant transport reçu par Me. Berceon, notaire sus nommé les cinq et six décembre même année Monsieur Mainot ont subrogé à leurs droits avec priorité sur eux dans l'effet de ladite inscription Monsieur Louis Guyon.

et Madame Aimée Julie Paroy son épouse jusqu'à concurrence de la somme de trente quatre mille francs.

Une autre fait mention du consentement de priorité ci-dessus donné par les sieurs Mainot au profit de Monsieur et Madame Guyon.

Deux autres mentions l'une du dix novembre mil huit cent quarante cinq l'autre du trente septembre mil huit cent quarante six rapportent les subrogations dont il est parlé ci-dessus (deuxième inscription) au profit de Monsieur Beau cousin à Monsieur Dusouchet Madame veuve Pouille et Monsieur Duparque.

Mainlevée de cette inscription a été donnée par les quatre créanciers subrogés sus nommés en vertu de la quittance ci-après énoncée.

6°. La sixième est une inscription prise le cinq septembre mil huit cent quarante cinq volume 636, n°37 au profit de Madame Louise Virginie Diette veuve de Monsieur Isidore Désiré Joseph Pouille contre Monsieur Delacourt sus nommé pour sureté de la somme de douze mille francs, résultant d'une obligation passée devant Me. Olagnier notaire à Paris sus nommé les vingt cinq et vingt six aout mil huit cent quarante cinq.

Mainlevée de cette inscription a été donnée par Madame veuve Pouille en vertu de l'acte de quittance ci-après énoncé.

7°. La septième est une inscription prise le cinq septembre mil huit cent quarante cinq, volume 636, n°38 au profit de Monsieur Clément Dusouchet contre Monsieur Delacourt sus nommé pour sureté de la somme de vingt mille francs résultant de l'obligation reçue par Me. Olagnier notaire sus nommé les vingt cinq et vingt six aout mil huit cent quarante cinq sus énoncée.

Mainlevée de cette inscription a été donnée par Monsieur Dusouchet en vertu de l'acte de quittance ci-après énoncé.

8°. La huitième est une inscription prise le cinq septembre mil huit cent quarante cinq, volume 636 n°39 au profit de Monsieur Pierre Beaucousin contre Monsieur Delacourt tous deux sus nommés pour sureté de la somme de cent mille francs, résultant de la même obligation des vingt cinq et vingt six aout mil huit cent soixante cinq.

Mainlevée de cette inscription a été donnée par Monsieur Beaucousin, en vertu de l'acte de quittance ci-après énoncé.

9°. La neuvième est une inscription prise le cinq septembre mil huit cent quarante cinq, volume 636, n°40 au profit de Monsieur Frédéric Duparque contre Monsieur Delacourt sus nommé pour sureté de la somme de huit mille francs résultant de la même obligation des vingt cinq et vingt six aout mil huit cent quarante cinq.

Mainlevée de cette inscription a été donnée par Monsieur Duparque en vertu de l'acte de quittance ci-après énoncé.

10°. La dixième est une inscription prise le trente mars mil huit cent quarante six volume 642 n°83 au profit de Madame Marie Françoise Bruel veuve de Monsieur Guillaume Mauriès, contre Monsieur Delacourt sus nommé pour sureté de dix mille francs résultant d'une obligation passée devant Me. Bonnaire notaire à Paris les vingt et vingt quatre avril mil huit cent quarante et un, 2°. d'un transport passé devant ledit Me. Bonnaire, les dix et

vingt mars, quinze et d'une obligation mars mil huit cent quarante six. Laquelle inscription s'agit adjugé à Monsieur Delacourt délivré par Monsieur Delacourt.

huit cent cinquante

11°. La onzième est quarante six volume

contre Monsieur Delacourt principal résultant

état prise au profit

12°. La douzième est quarante cinq, volume

Guérard contre Monsieur

tant des obligations

13°. La treizième est quarante huit, volume

rite Augustine Lamière

Marie Gaspard Alexandre

Oleret contre Monsieur

devant ledit Me. Bonnaire

2°. du testament olographe

à Paris du deux mai

à Paris suivant lequel

la seine confirme

testament en date du

d'un acte passé devant

huit cent quarante six

Ces trois dernières

résulte d'un certificat

ques de Paris en date

14°. la quatorzième

rante neuf, volume

Garmant Leroy contre

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

vingt mars , quinze avril et cinq mai mil huit cent quarante quatre, 3°. et d'une obligation passée devant Me. Olaggier notaire sus nommé le vingt mars mil huit cent quarante six.

Laquelle inscription a été payée en tant qu'elle frappait l'immeuble dont s'agit adjugé à Monsieur Delecourt ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par Monsieur le conservateur de Paris le dix huit décembre mil huit cent cinquante .

11°. La onzième est une inscription prise le trente mars mil huit cent quarante six volume 649 n°84 au profit de Monsieur Jean Baptiste Delpère contre Monsieur Delecourt sus nommé pour sureté de cinq mille francs en principal résultant à son profit des mêmes actes que celle dixième de l'état prise au profit de Madame veuve Mauriès .

12°. La douzième est une inscription prise le trente mars mil huit cent quarante cinq, volume 649, n°815 au profit de Monsieur François Martin Guérard contre Monsieur Delecourt pour sureté de cinq mille francs résultant des obligations et transport énoncées plus haut dixième inscription

13°. La treizième est une inscription du trente et un mars mil huit cent quarante huit , volume 696 n°130 au profit de Mademoiselle Marie Marguerite Augustine Lémire Monsieur Edmé Nicolas Augustin Lémire et Madame Marie Gaspard Alexandrine Lémire veuve de Monsieur François Augustin Cleret contre Monsieur Delecourt sus nommé résultant de 1°. un acte passé devant ledit Me. Bonnaire le premier avril mil huit cent quarante et un 2°. du testament olographe de Mademoiselle Sophie Etienne Lémire en date à Paris du deux mai mil huit cent trente huit déposé à Me. Bonnaire notaire à Paris suivant ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal Civil de la Seine contenue en son procès verbal d'ouverture et de description dudit testament en date du vingt deux mars mil huit cent quarante quatre et 3°. d'un acte passé devant Me. Planchet notaire à Paris le vingt cinq mars mil huit cent quarante huit .

Ces trois dernières inscriptions ont été rayées définitivement ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par Monsieur le conservateur des hypothèques de Paris en date du dix huit décembre mil huit cent cinquante et un 14°. la quatorzième est une inscription du dix juillet mil huit cent quarante neuf, volume 122, n°251 au profit de Monsieur Max Désiré Adolphe Carment Leroy contre la succession de Monsieur Joseph Narcisse Edouard

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Delecourt sus nommé pour sureté de quarante cinq mille francs restant due sur la plus forte somme dont ce dernier était débiteur dudit sieur Carmant le roy par privilège en conformité des articles 878 et 211 du code civil et par suite de la demande en séparation de patrimoine formé à la requête de Monsieur Carmant Leroy suivant exploit de Gillet huissier à Paris en date du cinq juillet mil huit cent quarante neuf, enregistré.

Cette inscription a été radiée définitivement en vertu d'un jugement rendu par le tribunal civil de la Seine le quinze novembre mil huit cent cinquante ainsi qu'il est constaté par un certificat du conservateur des hypothèques de Paris en date du dix janvier mil huit cent cinquante et un.

15°. Enfin la quinziesme inscription date du seize mai mil huit cent quarante six volume 640 n°224 au profit de madame Geneviève Elisabeth Gagné veuve en premières noces de Monsieur Alphonse Guillaume Victor vingtain et devenue épouse de Monsieur Henri Lubin Adolphe Charles contre Monsieur et Madame Quantinet et résultant d'une obligation passée devant Me. Boudin de Waires notaire à Paris les deux et trois aout mil huit cent trente six.

Cette inscription a été également radiée de l'acte dont s'agit, ainsi que celles qu'elle renouvelait ainsi qu'il résulte d'une mention mise en fin dudit état d'inscription par Monsieur le conservateur des hypothèques de Paris le huit décembre mil huit cent cinquante.

Les premières, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième huitième et neuvième inscriptions de l'état sus énoncé qui restaient seules subsister et profitaient exclusivement aux vendeuses et à Monsieur Beau cousin, Monsieur Dusouchet et Madame veuve Pouille et Monsieur Duparque ont toutes été radiées en ce qu'elles grèvent l'immeuble dont s'agit ainsi que le constate un certificat délivré par Monsieur le conservateur des hypothèques de Paris le onze mars mil huit cent cinquante et un; en vertu d'un acte reçu par Me. Hatin notaire à Paris le vingt et un janvier mil huit cent cinquante et un aux termes duquel :

1°. Monsieur Pierre Adrien Ferdinand Beau cousin propriétaire demeurant à Asnières rue Saint-Jacques n°68.

Ayant agi tant en son nom personnel que comme mandataire de Madame Alexandre

Beau cousin épouse de Monsieur Nicolas Benoit Dubois propriétaire, demeurant à Fosseuse (Somme)

Et Madame Victoire Louise Marie Beau cousin épouse de Monsieur Marie Nicolas

Auguste Vantrien propriétaire avec lequel elle demeure à Beauvais (Oise).

Aux termes des po

passé devant Me. B.

cinquante et Madam

Beauvais le vingt

Lesdits Monsieur

qualités de seuls

Beau cousin, leur p

, son épouse tous

2°. Monsieur Clém

Laye, rue aux Miet

3°. Madame Louise v

Pouille, rentière

4°. Et Monsieur Fr

rue des quatre fil

Ont reconnu avoir

bijouterie, demeur

quatre vingt douze

centimes montant en

neuf francs, vingt

tion et notification

rendu adjudicataire

énoncé rendu par le

le premier mai mil

acte.

Et par suite de ce

mentions de subroga

me inscriptions, ci

peuvent grever la m

lesquelles inscript

quante et un.

Dans le même acte e

en chef du Journal

rue de Grenelle Sai

Ayant agi, au nom et

sieur Joseph Narciss

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Aux termes des pouvoirs qu'ils lui ont donnés Madame Dubois suivant acte passé devant Me. Dubois notaire à Amiens, le trente mai mil huit cent cinquante et Madame Vuatrin suivant acte reçu par Me. Dambon, notaire à Beauvais le vingt quatre mai mil huit cent cinquante .

Lesdits Monsieur Beauvousin et Mesdames Dubois et Vuatrin en leurs qualités de seuls héritiers chacun pour un tiers de Monsieur Pierre Beauvousin, leur père et de Madame Marie Madeleine victoire de Moyencourt , son épouse tous deux décédés ?

2°. Monsieur Clément Dusouchet propriétaire demeurant à Saint-Germain en Laye, rue aux Miettes n°1er.

3°. Madame Louise Virginie Diette veuve de Monsieur Isidore Désiré Joseph Pouille , rentière demeurant à Paris rue de Bretagne n°4.

4°. Et Monsieur Frédéric Duparque docteur en médecine, demeurant à Paris rue des quatre fils n°22.

Ont reconnu avoir reçu de Monsieur Marcel Junior Delecourt fabricant de bijouterie , demeurant à Paris , rue Rambuteau n°26, la somme totale de quatre vingt douze mille huit centsoixante dix sept francs trente sept centimes montant en principal déduction faite de sept cent soixante neuf francs, vingt cinq centimes pour frais extraordinaires de transcription et notification du prix moyennant lequel Monsieur Delecourt s'est rendu adjudicataire de la maison dont s'agit aux termes du jugement sus énoncé rendu par le Tribunal civil de première instance de la Seine, le premier mai mil huit cent cinquante d'après le décompte énoncé audit acte.

Et par suite de ce paiement ont donné mainlevée des inscriptions et des mentions de subrogations sus énoncées désignées sus les deuxième à neuvième inscriptions, ci-dessus mais en tant seulement que lesdites inscriptions peuvent grever la maison dont s'agit adjudgée audit Monsieur Delecourt lesquelles inscriptions ont été radiées le onze mars mil huit cent cinquante et un.

Dans le même acte est intervenu Monsieur Louis Eugène Hervieu, rédacteur en chef du Journal des Conservateurs des hypothèques demeurant à Paris rue de Grenelle saint Honoré n°23.

Ayant agi, au nom et comme administrateur présumé de la succession de Monsieur Joseph Marcisse Edouard Delecourt.

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Lequel a déclaré approuver purement et simplement l'acte de quittance sus énoncé et notamment les paiements faits par Monsieur Delecourt aux créanciers inscrits le tenant quitte et déchargé entièrement de la somme par lui payée et par suite en désistant la succession de Monsieur Delecourt de tous droits de privilège, hypothèque, action résolutoire résultant à son profit du jugement d'adjudication sus énoncé il a fait et donné mainlevée et consenti la radiation entière et définitive de l'inscription d'office prise le six juin mil huit cent cinquante volume prise le six juin mil huit cent cinquante volume 148, n°96 sus énoncée laquelle a été radiée le onze mars mil huit cent cinquante et un.

En la personne des Mineurs Leroy

Les mineurs Leroy sus nommée étaient propriétaires de l'immeuble dont s'agit par suite du legs universel à elle fait par Monsieur Joseph Narcisse Edouard Delecourt fabricant de bijoux dorés demeurant à Paris rue Saint Martin n°162 ou il est décédé le six janvier mil huit cent quarante neuf, aux termes de son testament olographe en date à Paris du trente et un mai mil huit cent quarante quatre, enregistré déposé pour minute à Me. Planchet notaire à Paris aux termes d'une ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal civil de première instance de la Seine, en date du six janvier mil huit cent quarante neuf, enregistré.

Et au moyen de la renonciation que Mademoiselle Leroy leur père a faite au Greffe dudit Tribunal le douze juillet mil huit cent quarante neuf au legs universel en usufruit fait en sa faveur par ledit Monsieur Delecourt aux termes de son testament sus énoncé.

Ce legs universel a été accepté par elles sous bénéfice d'inventaire suivant déclaration faite au Greffe du Tribunal civil de la Seine, le deux novembre mil huit cent quatre vingt dix neuf, par Mademoiselle Leroy leur mère et tutrice dument autorisée à cet effet suivant délibération de leur conseil de famille en date du seize janvier mil huit cent quarante neuf, enregistré. Lesdites mineurs Leroy ont été envoyée en possession par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal civil de la Seine en date du vingt trois novembre mil huit cent quarante neuf à défaut d'héritiers à réserve dudit sieur Delecourt. Ainsi qu'il a été fait observer ci-dessus Mademoiselle Henriette Raschaline Leroy propriétaire demeurant à Paris rue Saint Martin n°161, devenue épouse de Monsieur Henri Charles Villemont.

Ayant agi en sa qualité de créancier naturelles reconnues d'une délibération de la Présidence de Monsieur le sept février mil huit cent cinquante et un. A déclaré renoncer aux énoncées.

En conséquence de la première instance de Monsieur le Conservateur des Hypothèques n°23 a été nommé Monsieur Delecourt avec les créanciers de toutes inscriptions.

En la personne de Monsieur Joseph Narcisse Edouard Delecourt adjudicataire de l'immeuble par lui moyennant la somme de francs suivant jugement de première instance de Monsieur le Président du Tribunal civil de la Seine en date du six janvier mil huit cent quarante quatre enregistré.

En la personne de Monsieur Jean Louis Henriette Delecourt passage de l'immeuble d'indus.

En la personne de Monsieur Jean Louis Henriette Delecourt En présence de Monsieur le Président du Tribunal civil de la Seine, en date du six janvier mil huit cent cinquante et un, en vente sur publie immobilière dirigée par Monsieur le Conservateur des Hypothèques.

Les formalités de l'acquisition dont il s'agit ont été régularisées. Mais dans

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Ayant agi en sa qualité de tutrice des deux mineures Leroy ses filles naturelles reconnues sus nommées et maintenue dans ladite tutelle aux termes d'une délibération du Conseil de famille desdites mineures tenue sous la Présidence de Monsieur le Juge de Paix du sixième arrondissement de Paris le sept février mil huit cent cinquante .

A déclaré renoncer au nom desdites mineures au bénéfice des legs universels sus énoncés.

En conséquence de cette renonciation et par jugement du Tribunal civil de première instance de la Seine en date du vingt et un août mil huit cent cinquante Monsieur Louis Eugène Hervieu rédacteur en chef du Journal du Conservateur des hypothèques demeurant à Paris rue de Grenelle saint-Mono ré n°23 a été nommé administrateur provisoire de la succession de Monsieur Delecourt avec les pouvoirs de toucher toutes sommes et de donner mainlevée de toutes inscriptions.

En la personne de Monsieur Joseph Narcisse Edouard Delecourt-

Monsieur Joseph Narcisse Edouard Delecourt sus nommé s'était rendu adjudicataire de l'immeuble dont s'agit alors en construction et depuis achevé par lui moyennant le prix principal de cent vingt cinq mille cinquante francs suivant jugement de l'audience des criées du Tribunal civil de première instance de la Seine, en date du vingt deux juin mil huit cent quarante quatre enregistré rendu aux requêtes, poursuite et diligence de lent- Monsieur Jean François César Victor Grangy propriétaire et Madame Louise Henriette Delphine Bodevin son épouse, demeurant ensemble à Paris passage de l'Industrie n°7.

2ent- Monsieur Jean Moury carrier demeurant à Montmorency, rue Crety n°5.

En présence de Monsieur Edouard Victor Caron propriétaire demeurant à Paris, au 12 de la Mégisserie n°42.

En exécution d'un autre jugement rendu en l'audience des saisies immobilières du Tribunal civil de première instance de la Seine, le vingt cinq janvier mil huit cent quarante quatre, enregistré, portant conversion en vente sur publication volontaire des poursuites de vente sur saisies immobilière dirigée par ledit sieur Caron.

Les formalités de transcription et de purge légale ont été remplies sur l'acquisition dont s'agit les pièces relatives à ces formalités ont été égarées. Mais dans un acte passé devant Me. Planche et son collègue notaires

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

à Paris contenant obligation par Monsieur Delecourt au profit de Mademoiselle Lemire et autres le vingt cinq mars mil huit cent quarante huit . les formalités et divers paiements faits par Monsieur Delecourt pour son adjudication sont énoncés ainsi qu'il suit :

La grosse dudit jugement d'adjudication a été transcrite au bureau des hypothèques de Paris le six aout mil huit cent quarante quatre, volume 1869 N°8 et le même jour inscription a été prise d'office, au profit des vendeurs contre l'adjudicataire volume 128, n°115.

Acette transcription et pendant la quinzaine qui l'a suivie il est survenu dix huit inscriptions y compris celle d'office: précitée contenues en un état délivré par Monsieur le Conservateur ~~audit~~ bureau le vingt et un aout mil huit cent quarante quatre dont le tableau suit audit acte auquel il a été référé .

Il sera ci-après rendu compte desdites inscriptions.

Monsieur Delecourt a en outre fait remplir sur son acquisition les formalités prescrites par la loi pour la purge des hypothèques légales non inscrites.

A cet effet une copie collationnée dudit jugement d'adjudication a été déposée au Greffe du Tribunal civil de première instance de la Seine le six aout mil huit cent quarante quatre et le même jour un extrait de cette copie a été affiché au tableau à ce destiné dans l'auditoire dudit Tribunal ainsi que le tout est constaté par un acte dressé audit greffe le même jour six aout Ce dépôt a été notifié à Monsieur le Procureur du Roi près ledit Tribunal et à Monsieur et Madame Quantinet suivant exploit de Morger huissier à Paris en date du quatorze dudit mois d'aout et à Monsieur et Madame Moury par exploit de Seinville huissier à Pontoise le même jour .

Insertion de ces notifications a été faite dans le Journal " Les Affiches é Parisiennes " feuille du vingt six du même mois dont un exemplaire portant la signature de l'imprimeur légalisé par le Maire du quatrième arrondissement de Paris a été enregistré en ladite ville le même jour folio 119 recto case première par le Receveur qui a perçu un franc dix centimes.

Ladite copie collationnée est demeurée affichée audit bureau pendant deux mois ainsi que le constate un acte dressé au même greffe le vingt neuf octobre mil huit cent quarante quatre.

L'accomplissement de ces formalités n'a fait connaître aucune inscription d'hypothèque légale ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par le

Conservateur au
cent quarante qu
Les causes des i
adjudication de
il a fait faire
par les articles
Valentin huissier
mil huit cent qua
Aucune surenchère
dication prononc
blement fixé à ce
Sur ce prix un or
instance de la Se
le numéro 16897 r
vement pour parti
le vingt et un fé
Les créanciers so
été payés suivant
notaire à Paris l
cent quarante cin
mille neuf cent t
Et les autres aux
Me. Ognier et so
quarante six d'une
franc quatre ving
intérêt du prix
Tous ces paiements
emprunt contracté
sur la maison sus
collègue notaires
quarante cinq de
lent- Monsieur l
demeurant à Amiens
lent- Monsieur l
en l'aye rue aux M

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Conservateur au bureau des hypothèques de Paris le six novembre mil huit cent quarante quatre.

Les causes des inscriptions trouvées à la transcription du jugement d'adjudication de Monsieur Delecourt excédant le prix de cette adjudication il a fait faire aux créanciers inscrits les notifications prescrites par les articles 2183 et 2184 du Code Civil suivant deux exploits de Me Valentin huissier à Paris commis à cet effet l'un du premier octobre mil huit cent quarante vingt quatre et l'autre du quinze du même mois. Aucune surenchère n'ayant été formée dans le délai légal le prix de l'adjudication prononcée au profit de Monsieur Delecourt s'est trouvé irrévocablement fixé à cent vingt cinq mille cinquante francs en prix principal. Sur ce prix un ordre a été ouvert au Greffe du Tribunal Civil de première instance de la Seine, le huit janvier mil huit cent quarante cinq sous le numéro 16897 réglé provisoirement le vingt cinq avril suivant définitivement pour partie le premier aout suivant et définitivement pour le tout le vingt et un février mil huit cent quarante six.

Les créanciers colloqués pour le règlement définitif partiel ont tous été payés suivant deux quittances reçues par Me. Olagnier et son collègue notaire à Paris l'une le premier et l'autre le huit septembre mil huit cent quarante cinq le montant des sommes payées s'est élevé à cent huit mille neuf cent trois francs huit centimes.

Et les autres aux termes d'une troisième quittance reçu par ledit Me. Olagnier et son collègue notaires à Paris le six avril mil huit cent quarante six d'une somme de vingt quatre mille deux cent soixante neuf franc quatre vingt dix sept centimes formant le solde en principal et intérêts du prix de l'adjudication de Monsieur Delecourt.

Tous ces paiements ont été effectués avec des deniers provenant d'un emprunt contracté par Monsieur Delecourt avec affectation hypothécaire sur la maison sus désignée suivant acte passé devant Me. Olagnier et son collègue notaires à Paris les vingt cinq et vingt six aout mil huit cent quarante cinq de :

1er - Monsieur Pierre Beau cousin, ancien négociant et propriétaire, demeurant à Amiens rue Saint Jacques n°58 pour cent mille francs

2^e - Monsieur Léon Lusouche propriétaire demeurant à Saint-Germain en Laye rue aux Miettes n°1, pour vingt mille francs

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

3^{ent}- Madame Louise Virginie Diette veuve de Monsieur Isidore Désiré Joseph Pouille potière s'étain, demeurant à Paris rue du Grand Saint Lazare n°29 pour cent vingt mille francs.

4^{ent}- Et Monsieur Frédéric Duparque, docteur en médecine, demeurant à Paris rue de Paradis au Marais n°4 Bis, pour huit mille francs ensemble pour cent quarante mille francs

Par suite de ces paiements les prêteurs sus nommés ont été subrogés concurrentement et dans la proportions des sommes par eux fournies dans tous les proportions des sommes par eux fournies dans tous les droits des créanciers remboursés notamment dans l'effet des première, deuxième, cinquième et sixième inscription trouvées à la transcription du jugement d'adjudication de Monsieur Delecourt et mention de cette subrogation a été faite en marge de l'inscription d'office sus énoncée au bureau des hypothèques de Paris le dix novembre mil huit cent quarante cinq, ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

A l'égard des autres inscriptions militant au profit des créanciers et venant pas en ordre utile la mainlevée en a été prononcée et la radiation ordonnée par le juge commissaire lors du règlement définitif complémentaire sus relaté.

Les radiations de ces inscriptions ont été opérées ainsi qu'il est dit ci-dessus.

En la personne de Monsieur et Madame Grangy et de Monsieur Noury

Monsieur et Madame Grangy étaient devenus propriétaires du terrain surpartiel duquel ils ont élevé l'immeuble à vendre encore non achevé lors de l'acquisition faite par Monsieur Delecourt de la manière suivante.

Par acte passé devant Me. Bercey et Me. Boudin de vesvres notaires à Paris les trente ars et deux avril mil huit cent quarante deux Monsieur Joseph Noel Napoléon Quantinet et Madame Hélène Moench, son épouse ont vendu à Monsieur Ambroise Claude Amable Mainot, acquéreur pour lui ou le command, qu'il s'était réservé d'élire un terrain situé à Paris rue Neuve Saint Nicolas, n°28., d'une contenance superficielle de quatre cent onze mètres.

Cette vente a été faite moyennant à raison de cent soixante francs le mètre carré la somme de soixante cinq mille sept cent soixante francs de prix principal que Monsieur Mainot s'est obligé et a obligé son command à payer dans quatre ans à compter du jour du contrat soit entre les mains desdits sieur et dame Quantinet et dans celles de leurs créanciers inscrits

auxquels ils en ont stipulé production quarante deux; sur de six mois en six Par le même acte vée a déclaré que tinet était pour Grangy tant en son de ladite dame son ceron et son coll quarante deux en Monsieur et Madame de vente sus énon au bureau des hypothèques Monsieur et Madame dont s'agit la main Pendant le cours de l'acte passé devant deux et quatre ju Grangy ont formé à objet la continuation dont s'agit.

En la personne de

Dans le contrat de quarante deux qui va à la propriété qui va en forme par la réunion de personnes on avait dudit contrat de vente différentes les portions même. Pour l'intelligence il est renvoyé au plan mars et deux avril

I. Acquisition de

La portion de terrain teintée en bleu clari

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

auxquels ils en ont fait toutes délégations nécessaires. Le prix a été stipulé productif d'intérêts à partir du premier avril mil huit cent quarante deux; sur le pied de cinq pour cent par ans sans retenue, payable de six mois en six mois.

Par le même acte Monsieur Mainot usant de la faculté qu'il s'était réservée a déclaré que l'acquisition par lui faite de Monsieur et Madame Quantinet était pour le compte et au profit de Monsieur Jean François César Grangy tant en son nom personnel que comme mandataire général et spécial de ladite dame son épouse suivant procuration passée devant ledit Me. Berceyron et son collègue notaires à Paris le vingt trois mars mil huit cent quarante deux enregistré .

Monsieur et Madame Grangy ont fait transcrire une expédition du contrat de vente sus énoncé avec la déclaration de command aussi sus énoncée au bureau des hypothèques de Paris volume 1715 n°12.

Monsieur et Madame Grangy ont fait construire immédiatement sur le terrain dont s'agit la maison dont s'agit aux présentes.

Pendant le cours de la construction de ladite maison et aux termes d'un acte passé devant Me. Berceyron et son collègue , notaire à Paris les deux et quatre juillet mil huit cent quarante deux, Monsieur et Madame Grangy ont formé avec Monsieur Jean Moury, une société civile ayant pour objet la continuation des constructions commencées par eux sur le terrain dont s'agit.

En la personne de Monsieur et Madame Quantinet et de leurs auteurs -

Dans le contrat de vente des trente mars et deux avril mil huit cent quarante deux qui va être copié textuellement pour tout l'établissement de propriété qui va suivre on a fait observer que le terrain vendu étant formé par la réunion de divers parties d'autres terrains acquis de diverses personnes on avait indiqué sur un plan qui est demeuré annexé à la minute dudit contrat de vente après avoir été timbré et enregistré par les teintes différentes les portions dudit terrain dont l'origine n'était pas la même. Pour l'intelligence plus grande de l'établissement de propriété il est renvoyé au plan annexé à la minute du contrat de vente des trente mars et deux avril mil huit cent quarante deux sus énoncé.

I. Acquisition de Monsieur Lecomte

La portion de terrain vendue par Monsieur et Madame Quantinet qui est teintée en bleu clair sur le plan sus énoncé fait partie de l'emplacement

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

dune maison à Paris petite rue neuve Saint Nicolas n°28, avec terrain et jardin en dépendant dont Monsieur et Madame Quantinet, ont fait l'acquisition de Monsieur Jacques Leconte, propriétaire et Madame Louise Marie Adélaïde Vibert, son épouse, demeurant ensemble à Paris, rue du Faubourg Saint Denis n°3, suivant contrat passé devant Me. Boudin de Vesvres et son collègue notaire à Paris les cinq et sept mars mil huit cent trente six, enregistré. Cette acquisition a été faite moyennant le prix principal de trente huit mille francs.

Monsieur et Madame Quantinet, ont fait transcrire le contrat de vente au bureau de hypothèques de Paris le douze mars mil huit cent trente six volume 1336 n°11 et le même jour inscription d'office a été prise au profit des vendeurs contre les acquéreurs volume 90, n°141 pour sûreté du prix de ladite vente cette transcription a été faite à la charge outre l'inscription d'office d'une autre inscription prise le vingt six janvier mil huit cent trente six volume 436 n°262 au profit de Monsieur Pierre Marie Maxime Simon pour sûreté de quatre mille francs transportée audit sieur par les vendeurs de Monsieur et Madame Leconte aux termes d'un transports reçu par Me. Nosès et son collègue notaires à Paris le treize août mil huit cent trente et un dont l'effet de laquelle inscription Monsieur Pierre Nicolas Charles Véron a été subrogé suivant quittance reçue par ledit Me. Nosès le trois février mil huit cent trente six enregistré.

Pendant l'accomplissement des formalités de purge légale il n'est survenu aucune inscription d'hypothèque légale ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par le conservateur des hypothèques de Paris le dix huit juin mil huit cent trente six.

Sur les trente huit mille francs prix de leur acquisition Monsieur et Madame Quantinet par quittance passée devant Me. Boudin de Vesvres et son collègue notaires à Paris le cinq et sept mars mil huit cent trente six enregistré cette acquisition a été faite moyennant le prix principal de trente huit mille francs, ont versé savoir :

Monsieur et Madame Quantinet ont fait transcrire le contrat de vente au bureau de hypothèques de Paris, le douze mars mil huit cent trente six volume

A Monsieur Véron pour les causes de son inscription la somme de quatre mille francs et à Monsieur et Madame Leconte la somme de mille cinq cent soixante quinze francs faisant avec celle de quatre cent vingt cinq francs faisant

avec celle de quatre cent vingt cinq francs pour raison de la somme totale de deux mille francs du prix d'acquisition. Par autre quittance du septembre mil huit cent trente six ont encore payé à Monsieur et Madame Quantinet en sorte qu'il n'est resté que trente mille francs. Monsieur et Madame Quantinet ont payé à Monsieur Pierre Marie Maxime Simon Marguerite Louis qui en a gardé la somme de quatre mille francs qui a été versée par lui à Monsieur et Madame Quantinet la première par la somme de quatre cent vingt quatre francs la deuxième par la somme de quatre cent vingt francs la troisième par la somme de quatre cent vingt francs la quatrième par la somme de quatre cent vingt francs la cinquième par la somme de quatre cent vingt francs huit cent trente six. Enfin la sixième par la somme de quatre cent vingt francs.

Cette dernière somme de quatre cent vingt francs a été versée par Monsieur et Madame Quantinet à Monsieur Véron pour les causes de son inscription la somme de quatre mille francs et à Monsieur et Madame Leconte la somme de mille cinq cent soixante quinze francs faisant avec celle de quatre cent vingt cinq francs faisant

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

avec celle de quatre cent vingt cinq francs retenue par Monsieur Quantinet pour raison de loyers d'avance reçue par Monsieur et Madame Leconte, celle totale de deux mille francs formant solde du premier terme de paiement du prix d'acquisition.

Par autre quittance reçue par le même notaire les quatre cinq et sept septembre mil huit cent trente neuf, Monsieur et Madame Quantinet ont encore payé à Monsieur et Madame Leconte, la somme de deux mille francs en sorte qu'il ne restait plus devoir à ladite dame que la somme de trente mille francs.

Monsieur et Madame Leconte sus nommés avaient acquis ladite maison de Monsieur Pierre François Chausson entrepreneur de bâtiments et Madame Marguerite Louise Jusse, son épouse par contrat passé devant Me. Ducoprs qui en a gardé la minute et son collègue, notaires à Paris le six décembre mil huit cent vingt trois, enregistrés, moyennant le prix de trente mille francs qui a été payé suivant six quittances reçues ;

La première par ledit Me. Ducoprs notaire à Paris le six février mil huit cent vingt quatre.

La deuxième par le même notaire le vingt deux février mil huit cent vingt cinq.

La troisième par le même notaire le trente et un décembre mil huit cent vingt cinq.

La quatrième par le même notaire le quatre aout mil huit cent vingt sept

La cinquième par Me/Morée notaire à Paris les seize et dix huit aout mil huit cent trente et un.

Enfin la sixième par le même notaire le trois février mil huit cent trente six.

Cette dernière de la somme de quatre mille francs a été donnée par Monsieur Simon cessionnaire de Monsieur et Madame Chausson et attendu que les paiements qu'elles constatent avaient été fait des deniers de Monsieur Véron sus nommé ce dernier a été subrogé jusqu'à due concurrence dans les droits privilège et inscription dudit Monsieur Simon, mais on a vu que Monsieur Véron avait été remboursé du montant de sa créance par Monsieur et Madame Quantinet de leurs deniers personnels.

L'expédition dudit contrat a été transcrite au bureau des hypothèques de Paris le sept mai mil huit cent vingt quatre, volume 99, n° 29 à la charge outre l'inscription d'office d'une seule inscription qui depuis

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

a été radiée et pendant la quinzaine qui a suivi ladite³ inscription ainsi que le constate un certificat de Monsieur le Conservateur audit bureau en date du vingt quatre mai mil huit cent vingt quatre.

Quant aux formalités prescrites pour purger les hypothèques légales elles n'ont pas été remplies mais on a vu que Monsieur et Madame Quantinet avaient purgé non seulement sur leurs vendeurs mais aussi sur Monsieur et Madame Chausson.

Cet immeuble faisant partie des biens compris sous les articles premier et deuxième de l'acquisition faite par Monsieur et Madame Chausson de Monsieur Jean Louis chef d'homme des barres du Perrin et Madame Anne Dauphine, son épouse suivant contrat passé devant ledit Me. Ducorps et son collègue notaires à Paris le vingt six janvier mil huit cent vingt deux enregistré.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de soixante six mille deux cents francs sur lequel deux cents francs ont été compensés en pareille somme que devaient Monsieur et Madame chef d'homme à Monsieur et Madame Chausson et six mille francs ont été payés audit contrat qui en porte quittance.

Quant aux soixante mille francs de surplus ils ont été payés suivant autres quittances reçues par ledit Me. Ducorps.

La première le onze octobre mil huit cent vingt deux..

La deuxième les trois et cinq novembre mil huit cent vingt trois

La troisième le trente décembre même année

et la quatrième le quatre aout mil huit cent vingt sept

Expédition dudit contrat de vente a été transcrite au bureau des hypothèques de Paris le vingt février mil huit cent vingt deux à la charge putre l'inscription d'office de diverses inscriptions comme le constatent deux certificats par le conservateur audit bureau les trois avril et trente juin mil huit cent vingt trois.

Les formalités pour la purge des hypothèques légales ont aussi été remplies sans qu'il soit survenu aucune inscription d'hypothèque de cette nature ainsi qu'il résulte du certificat du conservateur audit bureau en date du quinze mai mil huit cent vingt deux.

Monsieur et Madame chef d'homme, s'étaient rendus adjudicataires desdits biens à l'audience des créées du Tribunal civil de première instance de la Seine suivant jugement du premier thermidor an treize, rendu sur les publications poursuivie à la requête de Madame A.

Adélaïde Catherine
Jean Bellanger de
taires chacun pou
Cette adjudicati
la somme de vingt
qui a été payé ta
d'une somme de di
Anne Mazare par
gue notaire à par
a été depuis rem
re par ledit Me. F
la deuxième étant
douze.

Monsieur Grandonne
taires chacun pou
de Mary leur mère
ainsi que lesdets
taires dressés pa
après le décès de
de l'an douze.
Ladite maison et
Grandonne, comme
par Monsieur etie
Nicolas Isidore
épouse, suivant
à Paris le vingt
sieur chemin en
Grandonne par ac
Sur cette acquisi
tification quino
oppositions qui
d'un certificat
quant au jardin
de Mademoiselle
Baron et son col

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Adélaïde Catherine Granbonne épouse divorcée de Monsieur Claude François Jean Bellanger des Boulets et de Monsieur Jérôme Marie Granbonne propriétaires chacun pour moitié desdits biens.

Cette adjudication a eu lieu moyennant outre les charges de l'enchère la somme de vingt quatre mille cent cinquante francs de prix principal qui a été payé tant des deniers personnels de Monsieur Chef d'Homme que d'une somme de dix mille francs qu'il avait empruntée de Monsieur Louis Anne Lazare par obligation passé devant Me. Fleury Précharles et son collègue notaire à Paris le quatre mars mil huit cent dix laquelle obligation a été depuis remboursée le tout suivant deux quittances reçues la première par ledit Me. Fleury Précharles, le premier aout mil huit cent dix et la deuxième étant ensuite de l'obligation le seize juin mil huit cent douze.

Monsieur Granbonne et Madame Bellanger des Boulets en étaient propriétaires chacun pour moitié en qualité d'héritiers de Madame Marie Louise de Many leur mère et de Monsieur Octave Marie Pie Granbonne leur père ainsi que lesdites qualités sont constatées par les intitulés des inventaires dressés par Me. Robin et son collègue, notaires à Paris, celui après le décès de Madame Granbonne le onze vendémiaire et jours suivants de l'an douze.

Ladite maison et ses dépendances appartenait auxdits Monsieur et Madame Granbonne, comme ayant fait construire le tout sur un terrain acquis par Monsieur Etienne, chemin, entrepreneur, de batiments de Monsieur Nicolas Isidore Cherpetil et de Madame Marie Gabrielle Grelot son épouse, suivant contrat passé devant Me. Despont et son collègue notaires à Paris le vingt quatre mars mil sept cent soixante quinze lequel Monsieur chemin en a passé déclaration de command, au profit de Monsieur Granbonne par acte du même jour reçu par le même notaire.

Sur cette acquisition Messieurs Granbonne ont obtenus des lettres de ratification qui ont été scellées le trois juillet suivant à la charge des oppositions qui ont été reçues le quatorze du même mois ainsi qu'il résulte d'un certificat de momot étant au dos desdites lettres.

Quant au jardin qui depuis a été réuni à ladite maison ils n'avaient acheté de Mademoiselle Geneviève Courdi Lemontière par contrat passé devant Me. Baron et son collègue notaire à Paris le vingt deux octobre mil sept cent

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

soixante seize sur lequel il a été également obtenu des lettres de ratification qui ont été scellées le vingt trois septembre mil sept cent quatre vingt deux à la charge d'oppositions qui ont été payées ainsi que le constate le certificat de Monnot du quatre aout suivant au dos desdites lettres.

II- Acquisition des héritiers Chauvin

en la personne de Monsieur Chauvin-

lent- maison et terrain qui lui appartenaient en toute propriété

Suivant acte passé devant Me. Dutestre et son collègue notaires à Paris le six avril mil sept cent soixante quinze, Monsieur Jacques Chauvin et Madame Marie Madeleine Vanier, sa première épouse, ont acquis de Monsieur Jean Baptiste Roulain de Fontaine, le quart lui appartenant dans une maison sise à Paris rue des Marais n°37, et dans trois pièces alors au Marais attenant à ladite maison de la contenance de trente ares soixante cinq centiares/ La portion dudit terrain vendue par Monsieur et Madame Quantinet qui est tarée de gris sur le plan annexé à la minute du contrat de vente des trente mais et deux avril mil huit cent quarante deux, faisant parties desdites trois pièces de marais.

Cette acquisition a été faite moyennant outre les charges mille francs de prix principal dont Monsieur et Madame Chauvin se sont libérés tant par le contrat même que par la quittance reçue par le même notaire le six janvier mil sept cent soixante seize.

Par un autre acte passé devant Me. Demantors et son collègue notaires à Paris le dix huit juin mil sept cent soixante quinze Monsieur et Madame Chauvin ont acquis de Monsieur Charles Alexandre Poullain-Fontaine et de Madame Marguerite Lebret sa femme, ainsi que de Madame Geneviève Nicole Poullain Fontaine épouse séparée quant aux biens de Monsieur Antoine Louis Boissière, mais de lui néanmoins autorisée le quart afférent à chacun de Monsieur Poullain Fontaine et de Madame Boissière dans ladite maison et marais y attenant moyennant la somme de mille quatre vingt seize francs pour Madame Boissière qui a été remboursée tant par contrat et suivant quittance passée devant Me. Morand notaire à Paris le vingt neuf juillet mil huit cent huit et quant à Monsieur Poullain Fontaine moyennant mille trois cent quarante six francs payé tant par le contrat que par la quittance du vingt neuf juillet mil huit cent huit.

Enfin par un autre acte passé devant ledit Me. Demantors le trois juillet mil

sept cent soixante

Madame Jeanne Reine Rou

le quart afférent à

trois cent quarante

Contrat qui en cont

Au moyen de ces tro

la propriété desdit

devant Me. Garnier e

cent soixante dix s

Quantinet René Mart

irrégulier et dans

sitions sus analysé

dont il sera ci-apr

Ladite dame Chauvin

il a été procédé à

existé entre Monsie

dernière par acte p

an cinq, ce partage

Pierre Guillaume Sa

leur mère et Mademo

Monsieur Louis Bour

sa femme ladite dem

son tuteur ad'hoc e

son aïeule maternel

cet acte la maison

jouissance emphytéo

encommun.

Suivant autre acte

le treize décembre

Marie Geneviève Lam

Chaulin et à la dam

épouse tous les dro

Saulnier dans la su

rue des Marais ; c

bail emphytéotique

moitié de ladite dan

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

sept cent soixante quinze, Monsieur Chaulin et son épouse ont acquis de Madame Jeanne Reine Poullain Fontaine, veuve de Monsieur François René Blot le quart afférent à ladite dame dans les mêmes biens moyennant mille trois cent quarante six francs qui ont été payés ou compensés par ledit Contrat qui en contient quittance

Au moyen de ces trois acquisitions Monsieur et Madame Chaulin ont réuni la propriété desdites maison et pièce de terre mais pas un autre acte passé devant Me. Garnier et son collègue notaires à Paris le treize mai mil sept cent soixante dix sept, Monsieur et Madame Chaulin, ont vendu à Monsieur Quantinet René Martin, une pièce de terre ayant la forme d'un carré long irrégulier et dans la désignation de mesure qui provenait partie des acquisitions sus analysées et partie de la jouissance à titre d'emphythéose dont il sera ci-après parlé

Ladite dame Chaulin avant veuve de Monsieur Pierre Saulnier étant décédée il a été procédé à la liquidation et au partage de la communauté qui a existé entre Monsieur et Madame Chaulin et de la succession de cette dernière par acte passé devant Me. Baudin notaire à Paris le huit nivose an cinq, ce partage a été fait entre Monsieur Jacques Chaulin et Monsieur Pierre Guillaume Saulnier, héritier pour moitié de ladite dame Chaulin leur mère et Mademoiselle Marie Madeleine Catherine Bourgeois, fille de Monsieur Louis Bourgeois et Madame Marie Madeleine Augustine Saulnier sa femme ladite demoiselle représentée par Monsieur Jean Louis Landrin son tuteur ad'hoc et héritière pour l'autre moitié de ladite dame Chaulin son aïeule maternelle par représentation de ladite dame sa mère. Par cet acte la maison rue des Marais et le terrain y attenant ainsi que la jouissance emphytéotique dont il va être ci-après parlé ont été laissés en commun.

Suivant autre acte passé devant Me. Morand et son collègue notaires à Paris le treize décembre mil huit cent six Monsieur Saulnier fils et Madame Marie Geneviève Lamblin, son épouse, ont transporté à Monsieur Jacques Chaulin et à la dame Marie Madeleine Scholastique Lachambre sa deuxième épouse tous les droits mobiliers et immobiliers appartenant audit Monsieur Saulnier dans la succession de sa mère et notamment dans ladite maison rue des Marais ; ce qui restait du terrain y attenant le droit au bail emphytéotique dont il sera ci-après parlé bien qu'héritier pour moitié de ladite dame Chaulin sa mère, ledit sieur, Saulnier n'avait droit

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

qu'à un sixième desdits biens attendu qu'il dépendait de la communauté qui avait existé entre Monsieur et madame Chaulin, aux termes de leur contrat passé devant Me. Prémex et son collègue notaires à Paris le six février mil sept cent soixante deux et attendu la donation d'une part d'usufruit faite par ladite dame Chaulin à son mari aux termes du même contrat.

Ce transport a été fait moyennant trois mille francs de prix principal qui ont été payés suivant trois quittances passées devant Me. Morand et son collègue notaire à Paris les vingt cinq septembre mil huit cent onze neuf octobre et onze novembre mil huit cent douze.

Par un autre acte passé devant ledit Me. Morand le premier mars mil-huit cent onze Monsieur François Casimir Lemaire et Madame Marie Adélaïde Catherine Bourgeois, son épouse, sus nommée tous les droits mobiliers et immobiliers de ladite dame dans la succession de son aïeule maternelle consistant dans les mêmes objets que ceux mentionnés dans le transport ci-dessus daté, et ce, moyennant pareille somme de trois mille francs dont le contrat porte quittance.

Quoique la portion qui revenait aux héritiers de Madame Chaulin première femme dans lesdites maison et terrain dont on vient de parler aient été acquis pendant l'existence de la communauté d'entre Monsieur Jacques Chaulin avec Madame Marie Adélaïde Scholastique Lachambre, sa deuxième femme établie par leur contrat de mariage passé devant Me. Bordier notaire à Paris le neuf février six, les immeubles n'en étaient pas moins propres pour la totalité à Monsieur Chaulin, aux termes de l'article 1408 du Code civil et en effet les héritiers de Monsieur Chaulin en ont exercé la reprise en nature par l'acte de liquidation de la communauté d'entre ce dernier et la dame Lachambre fait entre cette dernière et les héritiers de son mari devant ledit Me. Morand et son collègue notaires à Paris le vingt sept octobre mil huit cent vingt sept.

Par le même acte les reprises de Madame Chaulin ont été fixées à neuf mille neuf cent onze francs quatre vingt sept centimes auxquels on a ajouté le passif qu'elle a été chargée d'acquitter et s'élevant à mille quatre cent vingt francs quatre vingt trois centimes.

En sorte qu'elle s'est trouvée créancière de onze mille trois cent trente deux francs soixante dix neuf centimes.

Pour la remplir de cette somme il lui a été abandonné jusqu'à due concurrence

le montant de l'acte de centimes à francs trente et aux termes de la assurer ce paiement conservé par Monsieur de ladite dame et ferait délégation de cent- Propriété d'emphytéose.

Suivant contrat à Paris le vingt rière François siale de saint à titre de bail commencer le premier Jacques Chaulin Nicolas Daguin, six ares trente séparées par l'édifice et sur la rue de Ce bail a été fait ont été payés de moyennant quatre compter du premier autre acte passé soixante dix sept Daguin tant en s'osé à Monsieur une pièce de terrain Marais tenant d' à M. Duchestre et d'autre bout mesure à la char payer vingt cinq

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

le montant de l'actif qui était de six mille cinq cent trente francs quarante centimes à l'égard des quatre mille sept cent quatre vingt seize francs trente trois centimes lui restant dus les héritiers de son mari . aux termes de la donation contenue en leur contrat de mariage et pour assurer ce paiement ont consenti par ledit acte de liquidation qu'il fut conservé par Monsieur Choissard, acquéreur des biens de la succession de ladite dame comme on l'expliquera plus loin semblable somme dont il ferait délégation à Madame veuve Chaulin.

2ent- Propriété du terrain acquis par Monsieur Jacques Chaulin à titre d'emphytéose.

Suivant contrat passé devant Me. Garnier Duchêne et son collègue notaires à Paris le vingt quatre aout mil sept cent soixante quinze , Monsieur Pierre François prêtre et Antoine Caccia marguillier de l'Eglise paroissiale de saint Nicolas des Champs autorisés à l'effet dudit acte ont donné à titre de bail emphytéotique pour quatre vingt dix neuf ans qui devaient commencer le premier octobre mil; sept cent soixante quinze à Monsieur Jacques Chaulin et à Madame Vannier , sa première épouse et à Monsieur Nicolas Daguin , et à Madame Marie Geneviève Degras son épouse, vingt six ares trente huit centiares environ de terre en marais en trois pièces séparées par l'égout de la ville et aboutissant au de là de cet égout et sur la ruelle .

Ce bail a été fait moyennant quatre mille francs de deniers d'entrée qui ont été payés dans l'acte même qui en contient quittance et en outre moyennant quatre vingts francs de redevance annuelle non rachetable à compter du premier octobre mil sept cent soixante quinze mais par un autre acte passé devant le même notaire le treize mai mil sept cent soixante dix sept Monsieur et Madame Chaulin et Madame veuve Nicolas Daguin tant en son nom que comme tutrice de Marie Geneviève Daguin ont cédé à Monsieur Quentin René Martin ainsi qu'on l'a énoncé plus haut une pièce de terre ayant la forme d'un carré irrégulier situé ruelle des Marais tenant d'un côté du nord à la rue neuve Saint-Nicolas du midi à M. Duchestre et Granbonne d'un bout d'orient audit Monsieur Granbonne et d'autre bout occident audit Monsieur Duchestre sans désignation de mesure à la charge par le sieur Martin , en sus du prix de vente de payer vingt cinq francs de redevance emphytéotique à la Paroisse Saint-Nico

las des champs.

Au moyen de cette vente Monsieur et Madame Chaullin et la veuve Daguin ne possédaient plus la première et la troisième des pièces ci-dessus cédées à titre de bail emphytéotique mais par des conventions faites entre eux et contenues en un acte passé devant Me. Garnier Luchesne et son collègue le vingt sept mai mil sept cent quatre vingt la première desdites deux pièces de terre a été désignée comme devant appartenir à Monsieur Chaullin dans les héritages duquel elle était enclavée et l'autre comme devant appartenir auxdites dame et demoiselle Daguin à la charge par Monsieur et Madame Chaullin d'acquitter par an quarante francs de redevance les quarante francs de surplus devant être payés par lesdites dame et demoiselle Daguin et par Monsieur Martin acquéreur de la deuxième pièce.

On a vu plus haut que Monsieur Jacques Chaullin avait acquis conjointement avec Madame Lachambre sa deuxième épouse des héritiers de la dame Vanier sa première épouse tous leurs droits au bail emphytéotique de la pièce de terre sus désignée par suite il s'est trouvé propriétaire des droits au bail et ses héritiers en ont exercé la reprise en nature par l'acte de liquidation sus énoncé.

Propriété en la personne des héritiers de Monsieur Chaullin-

Monsieur Jacques Chaullin sus nommé est décédé à Paris le vingt cinq septembre mil huit cent vingt et un laissant pour usufruitière des biens de sa succession ladite dame ⁵ contenue en leur contrat de mariage ci-devant rappelé sa succession a été recueillie, savoir :

Pour trois ~~pièces~~ par mademoiselle Marie Chaullin, épouse de Monsieur Jean Prost, cultivateur demeurant à Grandchamps.

Pour pareille portion par Madame Geneviève Chaullin, épouse de Monsieur René Chartier menuisier demeurant au même lieu.

Pour pareille portion par Monsieur Charles Chaullin aubergiste à Saumur.

Egalement pour trois seizièmes par Monsieur Michel Chaullin, voiturier demeurant aussi à Saumur.

Enfin pour quatre seizièmes ou un quart par Madame Marie Madeleine Chaullin épouse de Monsieur Charles Duclin, demeurant à Cambroude.

Tous cinq en leurs qualités de seuls héritiers du dit feu Jacques Chaullin leur oncle dans les proportions ci-dessus établies ainsi que le constate l'acte intitulé de l'inventaire dressé après le décès de ce dernier par Me. Morand

et son collègue n
et un et jours s
Les quatre seizièmes
bilière de Monsieur
Louis Maurice, Log
demeurant ensemble
passé devant Me. M
vingt et un trans
la trente et un d
Cette vente a été
payable par fracti
Lors de la vente
six cents francs s
Monsieur et Madame
ledit Me. Morand, l
Il avait été stipu
les acquéreurs ret
veuve Chaullin née
pouvait avoir droit
de ses reprises co
à faire fixer le m
Par contrat passé
quatre desdits Me
et les époux Mauric
propriétaire, demeu
lent- d'une petite
terrain en suite d
trois mètres soit an
2ent- La jouissance
dont il vient d'être
mètres soixante dix
de Saint Nicolas de
Le tout clos de mur
extérieurs put fait
Emphytéotique seule
d'avec celui dont il

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

et son collègue notaire à Paris le vingt deux novembre mil huit cent vingt et un et jours suivant s.

Les quatre seizièmes appartenant aux époux Dulin dans la succession immobilière de Monsieur Jacques Chaulin, ont été vendue par eux à Monsieur Louis Maurice, Logeur, en garni et à Madame Jeanne, Pionnier, son épouse demeurant ensemble à Paris, rue Saint-Martin, n°37, suivant contrat passé devant Me. Morand notaire sus nommé le quinze décembre mil huit cent vingt et un transcrit sans inscription au bureau des hypothèques de Paris le trente et un du même mois volume 688 n°7.

Cette vente a été faite moyennant neuf mille huit cents francs stipulé payable par fractions différentes indiquées audit acte.

Lors de la vente faite à Monsieur Choishnard dont il va être parlé mille six cents francs seulement avaient été payés à valoir sur le prix dû par Monsieur et Madame Maurice ainsi que le constate une quittance reçue par ledit Me. Morand, le vingt quatre juin mil huit cent quatre vingt quatre. Il avait été stipulé audit acte que sur les derniers termes de paiement les acquéreurs retiendraient somme suffisante, pour remplir ladite dette Madame veuve Chaulin née Machambre de la portion à laquelle cette dernière pouvait avoir droit sur la part revenant à Madame Dulin, pour raison de ses reprises contre la succession de son mari, sauf à Madame Dulin à faire fixer le montant de ses reprises lors de l'échéance desdits paiement Par contrat passé devant ledit Me. Morand le douze mai mil huit cent vingt quatre desdits Monsieur et Madame Provost et Chartier le sieur Chaulin et les époux Maurice ont vendu à Monsieur Jean Joseph Charles Choishnard propriétaire, demeurant à Petite Sainte, la nue propriété.

1er- D'une petite maison rue des Marais Saint Martin, n°37, et d'un terrain en suite d'une contenance environ de deux mille deux cent trente trois mètres soixante dix centimètres de superficie.

2e- La jouissance emphytéotique d'une autre part de terrain confondue dont il vient d'être parlé d'une contenance de huit cent cinquante quatre mètres soixante dix centimètres de superficie appartenant à la paroisse de Saint Nicolas des Champs.

Le tout clos de murs sans qu'aucune ligne de démarcation ou autres signes extérieurs put faite reconnaître la portion du terrain dont la jouissance Emphytéotique seule dépendant de la succession du sieur Jacques Chaulin d'avec celui dont il était propriétaire incommutable.

Cette confusion donna lieu à une clause résolutoire qui fut mise à exécution ainsi qu'il va être expliqué plus bas.

Cette vente a été faite moyennant trente deux mille francs dont vingt et un mille francs pour les portions de Monsieur Chaulin, et Mesdames Provost et Chartier et onze mille deux cents francs pour celle de Monsieur et Madame Maurice sur la part de Monsieur Chaulin et des dames Provost et Chartier. Monsieur Choignard avait payé aux termes de son contrat qui en contient quittance la somme de trois mille francs.

À l'égard des onze mille deux cents francs revenant à Monsieur et Madame Maurice ceux-ci en ont fait délégation jusqu'à concurrence de huit mille deux cents francs à Monsieur et Madame Dulin pour s'acquitter envers eux de ce qu'ils leur restaient devoir sur le prix de leur cession et il avait été convenu que les trois mille francs de surplus seraient payés aux époux Maurice après les formalités hypothécaires mais depuis et par acte passé devant le dit Me. Morand le deux-mars mil huit cent vingt sept ces derniers ont transporté cette somme à Monsieur Armand Léandre Isard demeurant à Magny.

Suivant quittance étant ensuite l'une de l'autre reçues par ledit Me. Morand et son collègue notaires à Paris les vingt quatre et trente et un décembre mil huit cent vingt quatre trente et un janvier mil huit cent vingt quatre trente et un janvier mil huit cent vingt six, mil huit cent vingt sept, mil huit cent vingt huit, mil huit cent vingt neuf, Monsieur Choignard a payé en l'acquit de Monsieur et Madame Maurice aux époux Dulin six mille francs à valoir sur huit mille deux cents francs qui leur restaient sur le prix de la cession sus énoncée.

Aux termes du contrat de vente faite à Monsieur Choignard il avait été convenu entre lui et ses vendeurs que ces derniers feraient établir contradictoirement entre eux et l'autorité compétente la limitation et le placement de la surface totale du terrain vendu de huit cent cinquante quatre mètres soixante dix centimètres possédé à titre de bail emphytéotique de deux mille deux cent trente trois mètres soixante dix centimètres possédés en toute propriété qu'ils se tiendraient réciproquement compte de la différence qui pourraient exister dans différentes proportions et que par suite de ces opérations on reconnaissait quelque différence l'acquéreur aura la faculté de profiter de la réduction ou de résilier la vente et que dans ce dernier cas toutes les sommes par lui payées ainsi que les frais de la vente lui seraient

remboursés.

Par suite de cette

lin et la fabrication

à la délimitation

au sujet de la cession

loué à bail emphytéotique

des trois portions

madenier, architecte

Champs et Monsieur

desdites portions

huit enregistré à

par Beaupère qui

auquel s'est trouvé

a été déposé pour

par lui et son collègue

il résultait de ce

contenance de mille

Ce procès verbal a

Premièrement pour

le dix neuf février

trée le dix sept mars

a reçu deux francs

dix neuf mars mil

Deuxièmement par

décembre mil huit

troisièmement et

leur cessionnaire

huit cent vingt huit

La différence résulte

du terrain possédé

le contrat de vente

résilier la vente,

tendant à faire pro

les avances par lui

Sur cette demande

il est intervenu un

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

remboursés.

Par suite de cette clause les héritiers et ayants droits de monsieur Chauvin et la fabrique de saint nicolas des champs voulurent faire procéder à la délimitation dont il s'agissait mais des contestations s'étant élevées au sujet de la contenance de la première des portions dudit terrain loué à bail emphytéotique il a été procédé au bornage et à l'arpentage des trois portions de terrain suivant procès verbal dressé par monsieur badenier, architecte expert choisi par la fabrique de saint nicolas des champs et monsieur henriette, architecte expert choisi par les locataires desdites portions de terrain le quatre septembre mil huit cent vingt huit enregistré à paris le quatorze mars suivant folio 182 recto case 8 par Beaupère qui a perçu treize francs vingt centimes et dont l'original auquel s'est trouvé annexé le plan desdites trois portions de terrain a été déposé pour minute à me. Esnée, notaire à paris, suivant acte reçu par lui et son collègue, le dix neuf mars suivant /

il résultait de ce procès verbal que l'emphytéose frappait sur une contenance de mille quatre cent quarante mètres.

Ce procès verbal a été approuvé.

Premièrement pour ladite ⁶ que le constate la lettre adressée par lui le dix neuf février mil huit cent quatre vingt neuf timbrée et enregistrée le dix sept mars suivant folio 189, recto case 9 par beaujeu, qui a reçu deux francs vingt centimes et déposée audit me; Esnée par l'acte du dix neuf mars mil huit cent vingt neuf.

Deuxièmement par les héritiers chaulin suivant un dire fait le dix sept décembre mil huit cent vingt huit au pied du procès verbal des experts troisièmement et enfin par lesdits sieur et dame maurice et monsieur isard leur cessionnaire suivant acte d'adhésion du vingt trois décembre mil huit cent vingt huit également ensuite dudit procès verbal des experts. La différence résultant dudit procès verbal entre la superficie réelle du terrain possédé en emphytéose et celle qu'on lui supposait dans le contrat de vente laissant à monsieur choisnard la faculté de faire résilier la vente, ce dernier forme contre ses vendeurs une demande tendant à faire prononcer cette résolutioin et à lui faire rembourser les avances par lui faites .

Sur cette demande ~~il est intervenu un jugement de la deuxième chambre~~ il est intervenu un jugement de la deuxième chambre du tribunal civil

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

de la Seine du neuf février mil huit cent trente par lequel le tribunal a déclaré résolu ledit contrat de vente a déchargé Monsieur Choignard des obligations par lui contractées comme acquéreur et a condamné les héritiers Chaulin et Monsieur et Madame Maurice solidairement entre eux à restituer à Monsieur Choignard les sommes par lui payées en principal et accessoires s'élevant à treize mille cinquante six francs vingt neuf centimes les a aussi condamné payer les intérêts de ces mêmes sommes à quatre pour cent par an depuis le jour où chacune d'elles avait été déboursée et en outre a déclaré le jugement commun avec Monsieur Tard.

Monsieur Charles Chaulin ayant interjeté appel de ce jugement la cause fut portée devant la deuxième chambre de la cour Royale de Paris qui par arrêt du douze avril mil huit cent trente deux a confirmé le jugement de première instance ;

Pendant le cours de l'instance dont il vient d'être parlé Monsieur Michel Chaulin étant décédé Madame Provost et Madame Chartier qui se trouvaient appelées à recueillir les deux tiers de la succession ont déclaré y renoncer suivant acte dressé au Greffe du Tribunal de Sauray le dix neuf août mil huit cent trente deux en sorte que sa succession s'est trouvée dévolue en totalité à Monsieur Charles Chaulin son frère.

En la personne de Monsieur Quantinet

Par contrat passé devant Me. Vingtain et son collègue, notaires à Paris le vingt neuf septembre mil huit cent trente Monsieur et Madame Provost et Monsieur et Madame Chartier, ont vendu à Monsieur Quantinet les six/seizièmes appartenant auxdites dames de leur chef comme héritières de Monsieur Chaulin leur père, dans la nue propriété desdits terrain et maison et jouissance en plein phytétique dont il a été ci-dessus question.

Cette vente a été faite par ledit sieur Quantinet à la charge.

Premièrement de rembourser à Monsieur Choignard la portion pour laquelle les vendeurs pouvant être tenus dans le montant des condamnations prononcées par le jugement du neuf février mil huit cent trente de lui tenir compte des intérêts à quatre pour cent par an depuis le jour de chaque déboursé par eux fait jusqu'à celui du remboursement et d'acquitter les dépenses à leur charge et à la charge de leurs co-intéressés le tout sauf l'effet de la solidarité sus énoncée contre toutes les parties et enfin de rembourser à qui de droit à l'époque de la cessation de l'usufruit de Madame veuve Chaulin les six/

seizièmes à la charge de Monsieur Choignard mille sept cent quatre-vingt francs en sus des intérêts et des frais et de la charge de ladite dame Quantinet. En outre cette vente a été payée par Monsieur Choignard et Monsieur Quantinet en quittance.

Ce contrat a été fait le dix octobre mil huit cent trente deux. Les parties légalisées n'ont pas été produites. Il ne s'est trouvé aucune prise au profit de Monsieur Quantinet. La production des obligations par Monsieur Choignard et Monsieur Quantinet deux certificats du dix octobre mil huit cent trente deux Monsieur Quantinet et deux avril mil huit cent trente deux étaient mariés sous leur contrat contentieux passés savoir :

Celui de Monsieur Choignard et Madame Quantinet à Champs (Sartre) le dix octobre mil huit cent trente deux devant Me. Chartier devant Me. Quantinet le dix mars mil huit cent trente deux. Par un autre acte passé devant Me. Quantinet à Paris le treize octobre mil huit cent trente deux Monsieur Choignard a transporté à Monsieur Quantinet cent quatre-vingt francs en sus des intérêts et frais et de la charge de Madame Provost et Madame Chartier condamnés envers lui. De transport a été fait en quittance et ledit acte a été signé par dudit sieur Choignard et par lui ci-dessus.

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

seizièmes à la charge desdites dames Provost et Chartier dans les quatre mille sept cent quatre vingt seize francs trente trois centimes restés dus à ladite dame aux termes de l'acte de liquidation sus énoncé.

En outre cette vente a été faite moyennant deux mille cinq cents francs payés par Monsieur Quantinet à ses vendeurs et dont le contrat contient quittance.

Ce contrat a été transcrit au bureau des hypothèques de Paris le treize octobre mil huit cent trente volume 1033 n°15, mais les formalités de purge légale n'ont pas été remplies.

Il ne s'est trouvé lors de ladite transcription outre l'inscription d'office prise au profit des vendeurs contre Monsieur Quantinet pour sûreté de l'exécution des obligations imposées par ledit contrat que l'inscription requise par Monsieur Choignard en vertu du jugement sus énoncé ainsi que le constate deux certificat du conservateur des hypothèques de Paris des quatorze et vingt huit octobre mil huit cent trente.

Monsieur Quantinet a déclaré dans le contrat de vente des trente mars et deux avril mil huit cent quarante deux que Mesdames Provost et Chartier étaient mariés sous le régime de la communauté de biens aux termes de leur contrat contenant les clauses et conditions civiles de leurs mariages passés savoir :

Celui de Monsieur et Madame Provost devant Me Lefeillier, notaire à Grand-champs (Sarthe) le dix neuf brumaire an sept et celui de Monsieur et Madame Chartier devant Me Riaudet notaire à Bourg-le-Roi (Sarthe) le dix huit mars mil huit cent treize.

Par un autre acte passé devant Me Boudin Bevesvre et son collègue, notaires à Paris le trente septembre mil huit cent trente et un Monsieur Choignard a transporté audit Monsieur Quantinet la somme de dix neuf mille quatre cent quatre vingt quinze francs dix sept centimes montant en principal intérêts et frais et dépens des condamnations auxquelles Messieurs et Mesdames Provost et Chartier Monsieur Chaulin et Madame Maurice avaient été condamnés envers lui par le jugement sus énoncé.

De transport a été fait moyennant pareille somme dont le contrat porte quittance et ledit Monsieur Quantinet a été subrogé dans tous les droits dudit sieurs Choignard et notamment dans l'effet de l'inscription prise par lui ci-dessus énoncée.

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Ce transport a été signifié :

Premièrement à Monsieur Isard par exploit de Montauban, huissier à Lagny du huit octobre mil huit cent trente et un.

Deuxièmement à Monsieur et Madame Maurice par exploit de Petit fils huissier à Paris du dix du même mois.

Troisièmement à Monsieur Charles Chaulin par exploit de Gauson, huissier à Saumur du dix octobre même année.

Quatrième à Messieurs et Mesdames Provost et Chartier suivant exploit de blanc huissier à Paris du dix neuf octobre mil huit cent trente et un.

Monsieur Quantinet devenu propriétaire des six/seizièmes de la nue propriété des biens et jouissance emphytéotique de la nue propriété des biens et jouissance emphytéotique dont s'agit voulant faire cesser l'indivision qui existait entre ledit sieur Chaulin, Monsieur et Madame Maurice et lui a provoqué la licitation desdits biens et sur la poursuite il est intervenu un jugement de première chambre du tribunal civil de première instance de la Seine, du treize janvier mil huit cent trente deux qui a ordonné la licitation.

Par suite et suivant jugement rendu en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine du vingt quatre mars mil huit cent trente neuf, Monsieur Quantinet s'est rendu adjudicataire de la nue propriété des immeubles et jouissance emphytéotique dont il s'agit moyennant outre les charges vingt mille cinquante francs de prix principal.

L'adjudicataire a été obligé de payer à qui de droit en déduction dudit prix à l'époque de la cessation de l'usufruit de ladite dame Chaulin la somme de quatre mille sept cent quatre vingt treize francs trente trois centimes restée due à ladite dame par les héritiers de son mari ainsi qu'on la dit plus haut.

Ledit jugement d'adjudication n'a pas été transcrit attendu que par suite de la subrogation que ledit sieur Quantinet avait acquise aux droits des dames Provost et Chartier il se trouvait dans le cas prévu par l'article 883 du Code civil.

Néanmoins comme les formalités de purge légale n'avaient pas été remplies sur la cession faite par lesdites dames Provost et Chartier à Monsieur Quantinet, ce dernier a fait remplir lesdites formalités sur son adjudication sans que pendant leur accomplissement il n'ait été requis aucune inscription d'hypothèque légale sur lesdits immeubles ainsi que le constate un certificat

conformé délivré

deux aut mil;

Dans cette pps

authentique et

de son adjudic

le compte du p

créancier vis

Choisnard.

il résulte de

quatre vingt se

avait été charg

ladite dame ven

principal et in

deux à quinze

Cette somme pps

soixante quinze

naire de mesdame

Pour pareille s

me ayant seul d

et trois mille

et Madame Mauri

de Monsieur et

Monsieur Quant

prononcées au p

et dont le mont

Elles s'élevaie

vingt neuf cent

En intérêts cal

huit cent trent

quarante centi

Et en frais à

En tout dix ne

et comme il ne

audit sieur qu

vingt centimes

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

conformé délivré par le Conservateur des hypothèques de Paris le vingt deux août mil huit cent trente deux.

Dans cette position Monsieur Quantinet voulant constater d'une manière authentique et définitive la libération du prix en principal et intérêts de son adjudication dressé le six septembre mil huit cent trente deux le compte du prix de cette adjudication et des sommes dont il était créancier vis à vis des vendeurs comme subrogé aux droits de Monsieur Choissnard.

Il résulte de ce compte que déduction faite de quatre mille sept cent quatre vingt seize francs trente trois centimes que ledit sieur Quantinet avait été chargé de payer à l'époque de la cessation de l'usufruit de ladite dame veuve Chaulin en déduction de son prix, ledit prix s'élevait principal et intérêts calculés jusqu'au neuf octobre mil huit cent trente deux à quinze mille six cent soixante six francs quatre vingt centimes. Cette somme appartenait savoir pour six seizièmes ou cinq mille huit cent soixante quinze francs cinq centimes à Monsieur Quantinet comme cessionnaire de Mesdames Provost et Chartier.

Pour pareille somme à Monsieur Charles Chaulin tant de son chef que comme ayant seul droit à la succession de Monsieur Michel Chaulin et trois mille neuf cent seize francs soixante dix centimes à Monsieur et Madame Maurice pour le quart leur revenant comme cessionnaires de Monsieur et Madame Lulin.

Monsieur Quantinet a ensuite établi le compte des condamnations prononcées au profit de Monsieur Choissnard par le jugement sus daté et dont le montant lui appartenait comme cessionnaire de ce dernier. Elles s'élevaient en principal à treize mille cinquante six francs vingt neuf centimes.

En intérêts calculés à quatre pour cent par an jusqu'au neuf octobre mil huit cent trente deux à trois mille six cent quatre vingt treize francs quarante centimes.

Et en frais à deux mille huit cent vingt trois francs.

En tout dix neuf mille cinq cent soixante treize francs quatorze centimes et comme il ne restait à répartir sur le prix de l'adjudication fait audit sieur Quantinet que quinze mille six cent soixante six francs quatre vingt centimes.

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Loin d'être débiteur envers Monsieur et Madame Maurice et Monsieur Chaulin pour raison de l'adjudication ledit Monsieur Quantinet se trouvait au contraire créancier de trois mille neuf cent six francs trente quatre centimes.

La solidarité stipulée par le jugement rendu au profit du sieur Choignard donnant ce droit à Monsieur Quantinet son cessionnaire de faire valoir sa créance contre lesdits sieur et dame Provost et Charlier intégralement et sans avoir égard aux comptes qu'ils pouvaient avoir à établir entre eux ledit Monsieur Quantinet se trouvait libéré par compensation de cette portion de son prix et ne restait plus devoir que les quatre mille sept cent quatre vingt treize francs trente trois centimes stipulés payables aux héritiers de Madame Chaulin après le décès de cette dame.

Le compte ci-dessus a été enregistré à Paris le dix octobre mil huit cent trente deux folio 54 resto, case 2 par le receveur qui a perçu un franc dix centimes et annexé au procès verbal dont il va être parlé ci-après. Suivant différents exploits Monsieur Quantinet a fait sommer Monsieur et Madame ^{Quantinet} de se trouver le neuf octobre mil huit cent trente deux en l'étude de Me. Bodin Devesvres à l'effet de prendre connaissance du compte ci-dessus énoncé et l'approuver ou le contester suivant qu'il y aurait lieu et il résulte d'un procès verbal dressé par ledit Me. Bodin Devesvres qu'aucun des intéressés n'ayant comparu ou personne pour eux défaut a été donné contre eux sauf par Monsieur Quantinet à prendre par la suite toutes voies qu'il jugerait convenables.

En effet sur l'instance introduite par Monsieur Quantinet devant le Tribunal civil de la Seine la première chambre dudit tribunal a rendu le vingt cinq mai mil huit cent quatre vingt trois un jugement contradictoire avec Messieurs Chaulin et Isard et par défaut contre Monsieur et Madame Maurice lequel ordonne que Monsieur et Madame Maurice Monsieur Isard et Monsieur Chaulin seraient tenus dans le jour de la signification dudit jugement à approuver le compte sus énoncé ainsi que les imputations et compensations y établies en conséquence de consentir toutes quittances mainlevées d'inscriptions et privilèges sinon et faute de se faire dans ledit délai et celui passé a déclaré ledit compte juste au fond et régulier en la forme.

En conséquence a déclaré ledit sieur Quantinet pleinement libéré du prix de son adjudication en principal, intérêts et accessoires a dit que ce jugement lui tiendrait lieu de quittance dudit prix a fait mainlevée de toutes ins-

criptions qui pou-
Messieurs Isard et
de tous privilèges
Quantinet était
de la cessation d
Ce jugement a été
du dix neuf juin
lent- à Monsieur
du vingt juin mil
lent- à Monsieur
vingt et un du mêm
lent- au sieur Cha
huit juin même ann
Et un certificat d
juillet mil huit c
il n'est survenu a
Enfin pendant le c
naire de la somme
qui restait due en
duction faite de
à Madame veuve Cha
faite à Monsieur e
a été payée ainsi
et son collègue not
trois.
Il résulte de tout
propriétaire de la
ainsi que du bail
fabrique Saint Nic
à Madame veuve Cha
Mais cette jouissan
le dix sept septemb
Suivant quittance p
le dix neuf novembr
Quantinet a payé à

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

criptions qui pourraient avoir été prises par Monsieur et Madame Maurice Messieurs Isard et Chaulin sur ladite maison qui est demeurée affranchie de tous privilèges et actions sous la réserve de la somme que le sieur Quantinet était tenu de payer aux héritiers de ladite dame Chaulin; lors de la cessation de son usufruit ↓

Ce jugement a été signifié à l'avoué de Messieurs Isard et Chaulin par acte du dix neuf juin mil huit cent trente trois et à domicile savoir :

1er - à Monsieur et Madame Maurice par exploit de ~~Le~~rip huissier à Paris du vingt juin mil huit cent trente trois.

2e - à Monsieur Isard par exploit de Leontauban, huissier à Migny, du vingt et un du même mois.

3e - au sieur Chaulin par exploit de Gausson, huissier à Saumur du vingt huit juin même année.

Et un certificat délivré par le greffier dudit tribunal du vingt cinq juillet mil huit cent trente six constate que dans le délai de la loi il n'est survenu aucune opposition ni appel audit jugement.

Enfin pendant le cours de l'instance Monsieur Quantinet s'est rendu cessionnaire de la somme de mille trois cent trois francs soixante sept centimes qui restait due en principal et intérêts à Monsieur et Madame Chaulin déduction faite de la portion à leur charge dans la somme restant due à Madame veuve Chaulin sur ses reprises sur le prix de la cession par eux faite à Monsieur et Madame Maurice, et ce, moyennant pareille somme qui a été payée ainsi qu'il résulte d'un acte passé devant Me. Boudin Devesvres et son collègue notaires sus nommés le trois janvier mil huit cent trente trois.

Il résulte de tout ce qui précède que Monsieur Quantinet était définitivement propriétaire de ladite maison rue des Marais n° 37 du terrain y attenant ainsi que du bail emphytéotique de la portion du terrain libérée par la fabrique Saint Nicolas des Champs sauf la jouissance qui en appartenait à Madame veuve Chaulin.

Mais cette jouissance a cessé par le décès de ladite dame arrivé à Paris le dix sept septembre mil huit cent trente six.

Suivant quittance passée devant Me. Boudin Devesvres notaire sus nommé le dix neuf novembre mil huit cent trente six enregistré, Monsieur Quantinet a payé à Monsieur François Leconte, jardinier, demeurant à

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Paris rue Saint-sabin, n°16 spécialement autorisé à cet effet suivant ordonnance de référé rendue par Monsieur le Président du Tribunal civil de première instance de la Seine, le vingt six octobre mil huit cent trente six et exécutoire nonobstant appel la somme de quatre mille sept cent quatre vingt seize francs trente trois centimes qui restait due à ladite dame Chaulin sur ses reprises et que ledit sieur Quantinet s'était tenu de conserver sur son prix au moyen de ce paiement Monsieur Quantinet s'est trouvé complètement libéré du prix de son adjudication.

Les héritiers de Madame Chaulin auxquels appartenaient cette somme étaient Premièrement :

Mademoiselle Marie Charlotte Machambre célibataire majeure, demeurant à Paris rue des Marais n°37.

Madame Marguerite Elisabeth Machambre épouse de Monsieur Louis Nicolas Baur demeurant mêmes rue et numéro.

Madame Marie Geneviève Machambre épouse de Monsieur Jean Baptiste Simon Bonail demeurant au rélissier des vallées, canton de Luzarches.

III. Acquisition faite de la fabrique de Saint Nicolas des Champs

La portion de terrain vendue par Monsieur et Madame Quantinet et qui est teinte en jaune sur le plan annexé à la minute de l'acte de vente des trente mars et deux avril mil huit cent quarante deux sus énoncée faisant partie du terrain dont la jouissance emphytéotique leur appartenait aux termes des jugements et actes ci-dessus énoncés. Depuis Monsieur Quantinet a acquis la propriété dudit terrain de la fabrique Saint-Nicolas des Champs représentée par Monsieur Louis Benoist Joseph Relahaut, son trésorier qui a agi en vertu d'une délibération du conseil de ladite fabrique du cinq mai mil huit cent trente six et de l'autorisation conférée à ladite fabrique par ordonnance du Roi du quatorze avril précédent.

Cette acquisition a été faite par acte passé devant Me. Esnée et son collègue notaires à Paris le quatorze mai mil huit cent trente six, enregistré moyennant neuf mille trois cent soixante huit francs soixante quinze centimes qui ont été payés aux termes du contrat même qui en contient quittance par le même acte, Monsieur de la Riboisière et Monsieur Moreau qui avaient alors la jouissance emphytéotique des pièces de terre deuxième et troisième du bail fait originellement par la fabrique de Saint Nicolas des Champs à Messieurs Chaulin et Bagnin ont acquis la propriété desdites pièces de ter

reah en ont pa
emphytéotique
en formait le
Dans ce contr
ventes en rent
de l'ordonnan
Monsieur et
tion, à Monsie
Les trois piéc
téotique à Mon
qui ont depuis
naient à la sa
morial .

IV- Acquisition

La petite porti
qui est teinte
ledit sieur qua
Thomas vaires l
filles du calva
sus nommé et so
cent cent quar
qui ont été pay
expédition dudit
de Paris le quin
charge de deux l
janvier mil huit
Thomas Jean Améd
Jules vaires la
pour sureté des
pourraient être
saye, leur père,
a été rayée en ce
la Sausseye et la
la Sausseye, insp
nelles n°6 cont
de sept mille neu

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

raah en ont payé le prix par suite il a été dit que ladite jouissance emphytéotique cesserait d'avoir lieu et que la redevance annuelle qui en formait le prix cesserait d'être due à ladite fabrique.

Dans ce contrat Monsieur Labaut s'est obligé à employer le prix desdites ventes en rente cinq pour cent sur l'Etat conformément aux prescriptions de l'ordonnance royale sus datée et à en justifier aux acquéreurs Monsieur et Madame Quantinet se sont obligés à fournir cette justification, à Monsieur Mainot

Les trois pièces de terre qui avaient été autrefois données à bail emphytéotique à Monsieur et Madame Chaulin, et à Monsieur et Madame Daguin qui ont depuis fait l'objet de la vente qui vient d'être énoncée appartenaient à la paroisse de Saint Nicolas des Champs depuis un temps immémorial.

IV- Acquisition de Madame Vaires-la-Saussaye

La petite portion de terrain vendue par Monsieur et Madame Quantinet qui est teintée en vert sur le plan ci-dessus énoncé a été acquise par le dit sieur Quantinet de Madame Jeanne Nicolle Leroy veuve de Monsieur Thomas Vaires la Saussaye, propriétaire, demeurant à Paris, rue des Filles du Calvaire n°27 par acte passé devant Me. Boudin de Vesvres sus nommé et son collègue notaires à Paris le premier juillet mil huit cent cent quarante, enregistré moyennant mille francs de prix principal qui ont été payés par le contrat qui en porte quittance.

L'expédition dudit contrat a été transcrite au bureau des hypothèques de Paris le quinze juillet mil huit cent quarante folio 1604n°24 à la charge de deux inscriptions prises, savoir : la première le seize janvier mil huit cent trente sept volume 454 n°39 au profit de Monsieur Thomas Jean Amédée Vaires la Saussaye et de Monsieur Jean Jacques Jules Vaires la Saussaye, contre la dite dame veuve Vaires la Saussaye pour sûreté des soultes et retour de lots ou prix de licitation qui pourraient être dues dans la succession de Monsieur Thomas Vaires la Saussaye, leur père, ensuite est une mention indiquant que cette inscription a été rayée en ce qu'elle profitait à Monsieur Thomas Jean Amédée Vaires la Saussaye et la seconde au profit de Monsieur Nicolas Théodore Vaires la Saussaye, Inspecteur de la navigation demeurant à Paris rue des Tournelles n°5 contre ladite dame veuve Vaires la Saussaye pour sûreté de sept mille neuf cent sept francs due par ladite dame à la succession

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

de son mari et résultant d'un acte passé devant Me. Andru notaire à Paris les huit et neuf décembre mil huit cent trente sept.

Pendant la quinzaine qui a suivi ladite transcription il n'est survenu aucune inscription comme le constate un certificat du conservateur des hypothèques de Paris en date du trente juillet mil huit cent quarante . Les formalités pour la purge des hypothèques légales n'ont pas été remplies sur cette acquisition.

Monsieur et Madame Quantinet se sont obligés à justifier à Monsieur Lainot de la radiation des inscription qui ont grevé la transcription.

La portion de terrain vendue par ladite dame veuve Vaires la Saussaye à Monsieur Quantinet faisait partie d'un plus grand terrain dépendant originairement d'une maison sise à Paris rue Neuve saint Nicolas n°38.

Cette maison dépendait de la communauté de biens qui avait existé entre Monsieur Thomas Vaires la Saussaye et la dame Jeanne Nicolle Ferey ou Ferey aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me. Colin, notaire à Paris le vingt trois frimaire an deux au moyen de l'adjudication qui en avait été prononcée au profit dudit sieur Vaires la Saussaye , pendant l'existence de cette communauté suivant jugement rendu en l'audience des criées du Tribunal de la Seine, le quatre messidor an douze sur la licitation qui s'en poursuivait entre Monsieur Philippe Gaston Collet et Madame Félicité Bonami, son épouse, Contre Monsieur Joseph Marie Bonami, Contre Monsieur Louis Goulé et Angélique Désirée Goulé ses trois enfants mineurs issus de son mariage avec Madame Jeanne Angélique Bonami en présence de Monsieur François Thomas subrogé tuteur desdits mineurs.

Monsieur Thomas ~~Vaires~~ la Saussaye est décédé laissant pour sa donataire d'un quart en toute propriété et d'un quart en usufruit ladite dame sa veuve aux termes d'un acte passé devant Me. Charlot et son collègue, notaire à Paris le quatorze novembre mil huit cent trente quatre et pour ses seuls héritiers Monsieur Thomas Jean Prédée Vaires la Saussaye .

Monsieur Jean Jules Vaires la Saussaye et Monsieur Nicolas Théodore Vaires la Saussaye ses trois enfants chacun pour un tiers.

Ainsi que ces qualités sont constatées par l'intitulé de l'inventaire après le décès dudit sieur Vaires la Saussaye dressé par Me. Charlot et son collègue notaires sus nommés le vingt quatre décembre mil huit cent trente quatre.

Cette succession dits enfants ains du Tribunal Civil mil huit cent tr La licitation d dame veuve Vaires s'en est rendue a criées du tribuna mil huit cent tre Depuis Monsieur M Madame Madeleine des biens composa effets mobiliers les deniers compt liers et immobili mariage reçu par bre mil huit cent Vaires la Saussaye deux frères german ainsi que ces qua dudit Monsieur Ni Charlot et son co Suivant acte dres mil huit cent tre saye et Messieurs de biens d'entre de la succession principal et inté adjudgé à Madame en toute propriété et succession. Cet état a été ap bru suivant procès vingt deux mars Jules Vaires la Sa

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Cette succession n'a été acceptée que sous bénéfice d'inventaire par les dits enfants ainsi qu'il résulte de deux déclarations faites au Greffe du Tribunal Civil de première instance de la Seine le vingt deux juillet mil huit cent trente cinq et le six juillet suivant.

La licitation de l'immeuble rue Neuve Saint Nicolas a eu lieu entre ladite dame veuve Vaires la Saussaye et ses trois enfants et ladite dame veuve s'en est rendue adjudicataire suivant jugement rendu à l'audience des criées du Tribunal Civil de première instance de la Seine le deux juillet mil huit cent trente six moyennant quinze mille francs de prix principal. Depuis Monsieur Nicolas Théodore Vaires la Saussaye est décédé laissant Madame Madeleine Eugénie Collet sa veuve donataire de l'universalité des biens composant sa succession pour en jouir savoir les meubles meublants effets mobiliers et autres en ce non compris les bijoux l'argenterie et les deniers comptants en toute propriété et du surplus des dits biens mobiliers et immobiliers en usufruit seulement aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me. Oudry et son collègue, notaires à Paris le neuf décembre mil huit cent trente sept et pour seuls héritiers savoir Madame veuve Vaires la Saussaye sa mère pour un quart et Messieurs Vaires la Saussaye ses deux frères germains chacun pour moitié dans les trois quarts restant ainsi que ces qualités résultent de l'inventaire fait après le décès dudit Monsieur Nicolas Théodore Vaires la Saussaye par ledit Me. Charlot et son collègue le quatorze novembre mil huit cent trente huit suivant acte dressé par Me. Charlot notaire commis à cet effet le deux mars mil huit cent trente neuf il a été procédé entre Madame Vaires la Saussaye et Messieurs Vaires la Saussaye ses fils au partage de la communauté de biens d'entre Monsieur et Madame Vaires la Saussaye père et mère et de la succession dudit Monsieur Vaires la Saussaye, père et le prix en principal et intérêts de l'immeuble situé rue Neuve Saint Nicolas adjugé à Madame veuve Vaires la Saussaye a été abandonné à ladite dame en toute propriété pour la remplir de ses droits dans la dite communauté et succession.

Cet état a été approuvé par Mesdames veuves Vaires la Saussaye mère et bru suivant procès verbal dressé par Me. Charlot notaire à Paris le vingt deux mars mil huit cent trente neuf et par Monsieur Jean Jacques Jules Vaires la Saussaye suivant acte reçu par le même jour par Me.

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

notaire A l'égard de Monsieur Thomas Jean Amédée Vaires la Saussaye il n'a pas été homologué suivant jugement rendu par le Tribunal civil de première instance de la Seine le douze juin mil huit cent trente par exploit de Bruat huissier à Paris du neuf juillet mil huit cent trente neuf et Monsieur Vaires la Saussaye par exploit de Bertot huissier à Paris en date du dix du même mois.

Il n'est survenu aucune opposition ni appel à ce jugement ainsi que le constate un certificat délivré par le Greffier du Tribunal civil de la Seine en date du seize octobre mil huit cent trente neuf.

DIVISION DE L'IMMEUBLE PAR LOTS

Par application des principes posés par la loi du vingt huit juin mil neuf cent trente huit sur les statuts de co propriété des immeubles divisés par appartements, l'immeuble faisant l'objet de cet acte sera divisé en vingt quatre lots qui se composeront de la façon suivante ;

PREMIER LOT

Le premier lot sera formé d'un local au rez de chaussée à gauche de l'entrée cochère dans l'immeuble sur rue et composé de magasin de nouveautés, dégagement deux débarras, cuisine et chambre sur cour, cave numéro 6.

DEUXIEME LOT

Le deuxième lot sera formé d'un local au rez de chaussée à droite de l'entrée cochère bâtiment sur rue et composé de salle de café arrière salle cuisine, dégagement à la suite avec water closets particuliers deux pièces sur cour cave numéro 10.

TROISIEME LOT

Le troisième lot comprendra : au rez de chaussée à gauche du pavillon du fond de la cour : deux pièces débarras usage des water closets, communs dans le vestibul de l'escalier de gauche du grand bâtiment sur rue.

QUATRIEME LOT

Le quatrième lot comprendra au rez de chaussée du même pavillon à droite deux grandes pièces avec dégagement et water closets.

CINQUIEME LOT

Le cinquième lot comprendra au premier étage du bâtiment sur rue, aile gauche quatre pièces principales, entrée, cuisine, water closets, dégagement cave numéro 4.

SIXIEME LOT

Le sixième lot
quatre pièces
water closets

Le septième lot
du fond deux p

Le huitième lot
du fond, trois

Le neuvième lot
gauche quatre pi
closets, cave

Le dixième lot
droite quatre pi
water closets,

Le onzième lot
gauche, quatre
water closets,

Le douzième lot
droite : quatre
débarras, water

Le treizième lot
gauche, quatre
water closets,

Le quatorzième
aile droite qua
débarras, water

Le quinzième
aile gauche qua

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Le sixième lot comprendra au premier étage du bâtiment sur rue aile droite quatre pièces principales entrée cuisine water closets deux débarras water closets dégagement cave numéro 7.

SEPTIEME LOT

Le septième lot comprendra au premier étage à gauche en façade du pavillon du fond deux pièces principale cuisine water closets.

HUITIEME LOT

Le huitième lot comprendra au premier étage à droite en façade du pavillon du fond, trois pièces principal cuisine water closets dégagement.

NEUVIEME LOT

Le neuvième lot comprendra au deuxième étage du bâtiment sur rue aile gauche quatre pièces principales entrée, dégagement, cuisine, water closets, cave numéro 15 (actuellement occupé à usage de pension de famille)

DIXIEME LOT

Le dixième lot comprendra au deuxième étage du bâtiment sur rue aile droite quatre pièces principales entrée dégagement cuisine deux débarras water closets, cave numéro 3.

ONZIEME LOT

Le onzième lot comprendra au troisième étage du bâtiment sur rue aile gauche, quatre pièces principales entrée dégagement cuisine deux débarras water closets, cave numéro 9.

DOUZIEME LOT

Le douzième lot comprendra au troisième étage du bâtiment sur rue aile droite : quatre pièces principales, entrée, dégagement, cuisine, deux débarras, water closets, cave numéro 3.

TREIZIEME LOT

Le treizième lot comprendra au quatrième étage du bâtiment sur rue aile gauche, quatre pièces principales entrée dégagement cuisine, deux débarras water closets, cave numéro 8.

QUATORZIEME LOT

Le quatorzième lot comprendra au quatrième étage du bâtiment sur rue aile droite quatre pièces principales entrée dégagement, cuisine deux débarras, water closets cave numéro 12.

QUINZIEME LOT

Le quinzième lot comprendra au cinquième étage du bâtiment sur rue aile gauche quatre pièces principales, entrée, dégagement cuisine deux

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

débarras, water closets, balcon; cave numéro 10.

SEIZIÈME LOT

Le seizième lot comprendra au cinquième étage du bâtiment sur rue aile droite une pièce, une cuisine, un débarras le tout donnant sur la cour une pièce sur rue, cave numéro 1.

SEIZIÈME LOT Bis

Le seizième lot bis comprendra au cinquième étage du bâtiment sur rue aile droite deux pièces dont une sur rue l'autre sur cour, cave numéro 11.

Observation : Le couloir les water-closets desservant le seizième lot et le seizième lot bis, seront la propriété indivise des acquéreurs de ces lots seize et seize bis.

DIX SEPTIÈME LOT

Le dix septième lot comprendra au sixième étage du bâtiment sur rue aile gauche, sur cour au fond du dégagement, chambre et cuisine, droit d'usage aux water closets attenant.

DIX HUITIÈME LOT

Le dix huitième lot comprendra au sixième étage du bâtiment sur rue, aile gauche, extrémité, gauche en façade une chambre sur rue, aile gauche, ~~extrémité gauche en façade une chambre sur rue~~ droite d'usage aux water-closets communs sur palier.

DIX NEUVIÈME LOT

Le dix neuvième lot comprendra au sixième étage du bâtiment sur rue aile gauche, une chambre sur cour droit d'usage aux water closets communs sur le palier.

VINGTIÈME LOT

Le vingtième lot comprendra au sixième étage du bâtiment sur rue aile gauche : une chambre sur rue extrémité droite en façade droit d'usage aux water closets communs sur palier.

VINGT ET UNIÈME LOT

Le vingt et unième lot comprendra au sixième étage du bâtiment sur rue, aile droite,, une chambre sur cour droit d'usage aux water closets communs sur palier.

VINGT DEUXIÈME LOT

Le vingt deuxième lot comprendra au sixième étage du bâtiment sur rue aile droite une chambre vers aile gauche droit d'usage aux water closets communs sur palier.

Le vingt trois
aile droite
droit d'usage

Le vingt quat
aile droite
aux water clo

L'immeuble ci
d'une tat dres

à la date de q

que les loyers

à cent quarante

vation faite :

a) qu'ils sont

la surface corr

b) que le bail

deuxième, trois

lesquels locata

gations instit

sept, tre et

décemb

actuel jusqu'au

locataires ont

commerciaux.

c) Que les locat

locations verb

d) qu'il a été

suivants.

Monsieur Hocqu

Monsieur Combes

Monsieur Sabel

cinq francs....

Soit ensemble

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

VINGT TROISIEME LOT

Le vingt troisième lot comprendra au sixième étage du bâtiment sur rue aile droite une chambre avec dégagement vers extrémité droite en façade droit d'usage aux water closets communs du palier.

VINGT QUATRIEME LOT

Le vingt quatrième lot comprendra au sixième étage du bâtiment sur rue aile droite au fond du dégagement chambre cuisine, débarras droit d'usage aux water closets communs attenant cave numéro cinq.

BAUX ET LOCATIONS

L'immeuble ci-dessus est loué à divers personnes ainsi qu'il résulte d'un état dressé par la gérante de la société " L'immobilière parisienne " à la date de ce jour demeuré ci-annexé après mention lequel état précise que les loyers à la date du premier avril mil neuf cent cinquante s'élèvent à cent quarante six mille six cent soixante et onze francs, par an, observation faite :

- a) qu'ils sont en ce qui concerne les locaux d'habitation établis d'après la surface corrigée (loyer scientifique).
- b) que le bail de chacun des locataires commerçants occupant les premier deuxième, troisième, cinquième, neuvième et dixième lots est terminé, lesquels locataires occupent présentement les locaux en vertu des prorogations instituées par les lois des trois septembre mil neuf cent quarante sept, treize et un décembre mil neuf cent quarante huit et

décembre mil neuf cent quarante neuf c'est à dire en l'état actuel jusqu'au premier avril mil neuf cent cinquante: que ces mêmes locataires ont sollicité légalement le renouvellement de leurs baux commerciaux.

- c) que les locataires des autres lots occupant leurs locaux en vertu de locations verbales .

- d) qu'il a été versé à titre de dépôt de garantie par les locataires suivants .

Monsieur Hocquart du lot n°1, quatre mille cinq cents francs	4.500 --
Monsieur Combes du lot n°2, trois mille sept cent cinquante francs	3.750 --
Monsieur Sabel des lots n°9 et 10, deux mille neuf cent vingt cinq francs.....	2.925 --
soit ensemble onze mille cent soixante quinze francs.....	II.175 --

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

DIVISION DE L'IMMEUBLE EN PARTIES COMMUNES ET EN PARTIES DEVANT CONSTITUER UNE PARTIE DIVISE -

L'immeuble à vendre est divisé ainsi qu'il suit en parties qui seront communes aux acquéreurs de tous les lots d'autres qui seront communes aux acquéreurs des lots composant le bâtiment sur rue soit des premier deuxième cinquième sixième, neuvième, dixième, onzième, douzième, treizième, quatorzième, quinzième, seizième, seizième bis, dix septième dix huitième, dix neuvième, vingtième, vingt et unième, vingt deuxième, vingt troisième, vingt quatrième et d'autres qui seront communes aux acquéreurs des lots composant le pavillon du fond, soit des troisième, quatrième septième et huitième lots:

Il sera divisé en partie qui appartiendront exclusivement et séparément à chaque acquéreur.

A) PARTIES CONSTITUANT UNE PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE PARTICULIÈRE

Chaque acquéreur de lot aura la propriété exclusive et particulière des locaux compris dans son lot.

Cette propriété comprendra notamment le parquet ou carrelage de l'appartement et de ses dépendances des cloisons intérieures avec leurs portes les fenêtres sur rue et sur cour, avec leurs volets et persiennes et leurs garde corps les portes palières, toutes les canalisations intérieures, les installations sanitaires des cabinets de toilette, des salles de bains et des water closets installés ou à installer, les fourneaux et évier et autres installations de cuisine, les fenêtres et chassis des toitures, le plafond attaché aux poutres de l'appartement supérieure l'encadrement et le dessus des cheminées et d'une manière générale tout ce qui est inclus à l'intérieur des appartements et des locaux qui en dépendent et qui servent à leur usage et à leur ornement exclusif.

Le sol des balcons privés ou leur garniture ainsi que leur garde corps.

B) PARTIES COMMUNES

Les parties communes de l'immeuble se divisent tant en ce qui concerne la propriété que l'affectation de charges en trois parties dans les proportions indiquées dans les tableaux suivant la désignation de chaque partie.

1°. Parties communes à tous les propriétaires aussi bien du bâtiment sur rue que du pavillon sur cour -

Les parties communes à tous les propriétaires sans exception comportent: le sol de la cour, le sol de l'entrée cochère, la porte cochère sur rue, et s'il en est établi une, la porte cochère sur cour, la loge de la concierge

et ses dépendances
plafond attaché
fenêtres avec
gaz et d'électr
ne sont pas aff
ments ou de l'u
suivant les loi
ci-dessus faites
Tableau de répar
divers acquéreur
premier lot : soit
Deuxième lot :
Troisième lot :
quatrième lot :
Cinquième lot :
Sixième lot :
Septième lot :
Huitième lot :
Neuvième lot :
Dixième lot :
Onzième lot :
Douzième lot :
Treizième lot :
Quatorzième lot :
Quinzième lot :
Seizième lot :
Seizième lot bis
Dix septième lot
Dix huitième lot
Dix neuvième lot
Vingtième lot :
Vingtième et un
Vingt deuxième lot
Vingt troisième
Vingt quatrième

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

et ses dépendances (y compris le parquet ou carrelage et lambourdes le plafond attaché aux poutres de l'appartement supérieur les portes et les fenêtres avec des gardes corps, les canalisations intérieures d'eau de gaz et d'électricité. Enfin d'une façon générale toutes les parties qui ne sont pas affectées à l'usage exclusif de l'un ou de l'autre des bâtiments ou de l'un ou l'autre des co propriétaires ou qui sont communes suivant les lois et usages étant précisé au surplus que les énumérations ci-dessus faites ne sont pas limitatives.

Tableau de répartition - Les parties ainsi communes appartiendront aux divers acquéreurs dans les proportions suivantes :

Premier lot : soixante dix huit millièmes	78/1.000
Deuxième lot : quatre vingt millièmes.....	80/1.000
Troisième lot : trente deux millièmes.....	32/1.000
Quatrième lot : trente deux millièmes.....	32/1.000
Cinquième lot : soixante deux millièmes	62/1.000
Sixième lot : soixante trois millièmes	63/1.000
Septième lot : trente six millièmes	36/1.000
Huitième lot : trente trois millièmes.....	33/1.000
Neuvième lot : soixante deux millièmes	62/1.000
Dixième lot : soixante quatre millièmes.....	64/1.000
Onzième lot : soixante deux millièmes	62/1.000
Douzième lot : soixante deux millièmes	62/1.000
Treizième lot : cinquante neuf millièmes	59/1.000
Quatorzième lot : cinquante huit millièmes	58/1.000
Quinzième lot : cinquante six millièmes	56/1.000
Seizième lot : trente deux millièmes	32/1.000
Seizième lot bis : vingt quatre millièmes.....	24/1.000
Dix septième lot : seize millièmes.....	16/1.000
Dix huitième lot : douze millièmes	12/1.000
Dix neuvième lot : douze millièmes.....	12/1.000
Vingtième lot : dix millièmes.....	10/1.000
Vingtième et unième lot : treize millièmes.....	13/1.000
Vingt deuxième lot : douze millièmes.....	12/1.000
Vingt troisième lot : onze millièmes.....	11/1.000
Vingt quatrième lot : dix neuf millièmes.....	19/1.000
Ensemble mille/millièmes.....	1000/1.000

2°. Parties communes à tous les co propriétaires du bâtiment sur rue.

Les parties communes à ces co propriétaires comportent

~~La totalité du sol sur lequel le bâtiment est construit.~~

Les fondations, les gros murs des façades ainsi que ceux sur cours et courettes les murs de tous escaliers de pignon de refend, tous murs de mitoyenneté séparant soit les immeubles soit même les appartements entre eux

tous les murs et cloisons du sixième étage, les ornements des façades les balconnets des fenêtres et tous balcons extérieurs, les terrassons des chambres du sixième étage (mais non les volets, persiennes ou jalousies)

Les charpentes, les toitures (à l'exception des parties vitrées des toitures des tabatières ou lucarnes, affectées à chaque propriétaire d'appartement lui appartenant en propre et dont l'entretien reste exclusivement à sa charge les coffres gaines et têtes de cheminées le gros œuvre des planchers.

Les canalisations de toute nature (eau, gaz, électricité, et leurs colonnes montantes) conduits des eaux ménagères pluviales et châteaux... étant bien

spécifié que tous les branchements pris sur ces canalisations et d'où qu'ils partent ainsi que les canalisations et tuyaux en dérivant sont expressément exclus des parties communes s'ils servent à l'usage exclusif de l'appartement

Les vestibules de droite et de gauche et leurs portes, les escaliers, les paliers et rampes, les couloirs et corridors, les descentes de cave, les water-closets communs sur paliers ou vestibule, ceux des combles, les cages d'escaliers.

Les tapis des escaliers, entrées et vestibules, les appareils d'éclairage des parties communes.

Enfin d'une façon générale toutes les parties qui ne sont pas affectées à l'usage exclusifs et particuliers des co propriétaires ou qui sont communes suivant la loi et l'usage.

Tableau de répartition- Les parties ainsi communes appartiendront aux divers acquéreurs dans la partie dont s'agit pour les proportions suivantes

Premier lot : soixante dix huit/huitcent soixante septième.....78/867

Deuxième lot : quatre vingt/huit cent soixante septième.....80/867

Cinquième lot : ~~soixante~~ deux/huit cent soixante septième..62/867

Sixième lot : soixante trois/huit cent soixante septième.....63/867

Neuvième lot :soixante deux/huit cent soixante septième.....62/867

a reporter.....845/867

Dixième lot : so

Onzième lot : so

Douzième lot : s

Treizième lot :

Quatorzième lot :

Quinzième lot : c

Seizième lot : tr

Seizième lot bis :

Dix septième lot :

Dix huitième lot :

Dix neuvième lot :

Vingtième lot : Dix

Vingt et unième lot

Vingt deuxième lot

Vingt troisième lot

Vingt quatrième lot

Ensemble : HUIT 222

LE.....

3°. Parties communes

Les parties communes

~~La totalité du~~

Les fondations, l

les murs de l'ap

mitoyenneté sé

soit même les ap

des fenêtres (n

Les charpentes,

des tabatières

affectées à chaq

pre et dont l'ap

et têtes de ch

de toute nature,

des eaux ménag

étant bien spéci

et d'où qu'ils par

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Report.....**345**/867
 Dixième lot : soixante quatre/Huit cent soixante septième.....**64**/867
 Onzième lot : soixante deux/huit cent soixante septième.....**62**/867
 Douzième lot : soixante deux/Huit cent soixante septième.....**62**/867
 Treizième lot : cinquante neuf/Huitième cent soixante septième..**59**/867
 Quatorzième lot : cinquante huit/huit cent soixante septième..**58**/867
 Quinzième lot : cinquante six/Huit cent soixante septième.....**56**/867
 Seizième lot : trente deux/huit cent soixante septième.....**32**/867
 Seizième lot bis : vingt quatre/huit cent soixante septième...**24**/867
 Dix septième lot : seize/Huit cent soixante septième.....**16**/867
 Dix huitième lot : douze/huit cent soixante septième.....**12**/867
 Dix neuvième lot : douze/huit cent soixante septième.....**12**/867
 Vingtième lot : dix/Huit cent soixante septième.....**10**/867
 Vingt et unième lot : treize/huit cent soixante septième.....**13**/867
 Vingt deuxième lot : douze/huit cent soixante septième.....**12**/867
 Vingt troisième lot : onze/Huit cent soixante septième.....**11**/867
 Vingt quatrième lot : dix neuf/huit cent soixante septième....**19**/867
 Ensemble : HUIT CENT SOIXANTE SEPT/HUIT CENT SOIXANTE SEPTIÈME.....**867**/867

3°. Parties communes à tous les co propriétaires du bâtiment du fond

Les parties communes à ces ~~co~~propriétaires comportent

~~La totalité du sol sur lequel ce bâtiment est construit~~

Les fondations, les gros murs des façades, ainsi que ceux sur courettes les murs de l'escalier de pignon, de refend, sans exception, tous murs de mitoyenneté séparant soit les immeubles voisins, soit le bâtiment sur rue soit même les appartements entre eux les ornements de façade les balconnets des fenêtres (mais ~~non~~ les volets, persiennes ou jalousies.)

Les charpentes, les toitures à l'exception des parties vitrées, vitres des tabatières ou lucarne disposées directement sur les parties du bâtiment affectées à chaque propriétaire de l'appartement lui appartenant en propre et dont l'entretien reste exclusivement à sa charge les coffres, gaines et têtes de cheminées, le gros oeuvre des planchers, les canalisations de toute nature, eau, gaz électricité et leur colonne montante conduites des eaux ménagères, tuyaux ~~et~~ d'écoulement des eaux pluviales, et chéneaux etc étant bien spécifié que tous les branchements pris sur ces canalisations et d'où qu'ils partent, ainsi que les canalisations ~~et~~ tuyaux en dérivant

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

sont expressement exclus des parties communes s'ils servent à l'usage exclusif de l'appartement.

L'entrée et sa porte l'escalier, les paliers et rampes, la cage de l'escalier la descente de cave, les water closets communs, les appareils d'éclairage des parties communes du bâtiment.

Et enfin d'une façon générale toutes les parties qui ne seront pas affectées à l'usage exclusif et particuliers des co propriétaires ou qui sont communes selon la loi et l'usage.

Tableau de répartition - les parties ainsi communes appartiendront aux divers acquéreurs dans la partie dont s'agit dans les proportions suivantes:

troisième lot : trente deux/cent trente troisième.....32/133

quatrième lot : trente deux/cent trente troisième.....32/133

Septième lot : trente six/cent trente troisième.....36/133

Huitième lot ; trente trois/cent trente troisième.....33/133

Ensemble : cent trente trois/cent trente troisième.....133/133

Nota bene : en raison de leur nature même les parties communes ne pourront par voie de licitation ou autrement devenir la propriété privative des propriétaires d'un ou plusieurs lots de l'immeuble à l'exclusion des autres.

Dans le cas de division d'une part de propriété, la ventilation des millièmes ainsi que celle de la co propriété y afférente sera faite au prorata des superficies divisées.

Il est formellement stipulé que quelles que soient les transformations et améliorations qui seraient faites dans une portion commune de l'immeuble, les valeurs respectives des droits de propriété telles qu'elles ont été indiquées ci-dessus ne pourront d'être modifiées même par l'assemblée des propriétaires à moins que la décision ne soit prise à l'unanimité desdits propriétaires.

RÈGLEMENT DE CO PROPRIÉTÉ

la division étant ainsi-faite les vendeurs ont établi comme suit un règlement destiné à déterminer les droits et obligations des acquéreurs et co propriétaires de l'immeuble.

Article premier - Usage de la propriété privée-

Chacun des propriétaires aura, sauf des réserves ci-après formulées en ce qui concerne les locaux dont il se sera rendu acquéreur, dans toutes leurs parties le droit d'en jouir et d'en disposer comme de chose lui appartenant

nant en toute propriété sans compromettre la tranquillité de l'immeuble et des conséquences préposés.

1°. Pourra modifier l'intérieur de ses murs et de murs de l'architecte veillance de ces règles impo mesures nécessaires sera responsable du fait de ces travaux le Syndic pour la fumisterie et ces

2°. Les lots ne peuvent que par des personnes devront rien faire habitant les locaux lots ne pourront totalité sans pouvoir ils ne pourront fession faisant sans toutefois que par les baux en

3°. L'échange des devra en être avec aucune clinique l'immeuble non pour de conférences, conformément ou incommodes ou

4°. Aucun animal ne

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

nant en toute propriété à la condition de ne pas nuire aux droits des autres propriétaires de parties de la maison de ne rien faire qui puisse compromettre la solidité de l'immeuble, étant spécifié que tout propriétaire de l'immeuble sera responsable à l'égard des autres co propriétaires des conséquences de ses fautes ou négligences ou de celles de ses préposés.

1°. Pourra modifier à ses frais comme bon lui semblera la distribution intérieure de ses locaux et dépendances mais en cas de percement de gros murs et de murs de refend il devra en informer le syndicat et solliciter l'avis de l'architecte de l'immeuble et faire exécuter les travaux sous la surveillance de ce dernier dont les honoraires seront à sa charge suivant les règles imposées par l'ordre des architectes. Il devra prendre toutes mesures nécessaires pour ne pas nuire à la solidité de la maison et il sera responsables de tous affaissements et dégradations qui se produiraient du fait de ces travaux. Il devra s'adresser aux entrepreneurs agréées par le syndicat pour tous travaux de maçonnerie intéressant le gros œuvre de fumisterie et ceux concernant les colonnes montantes et tuyaux de descente

2°. Les lots ne pourront être occupés commercialement ou bourgeoisement que par des personnes honorables et de bonnes mœurs. Ces personnes ne devront rien faire ni laisser faire par leur personnel ou autres personnes habitant les locaux qui puisse nuire à la bonne tenue de la maison. Les lots ne pourront être revendus ou autrement aliénés ou attribués qu'en totalité sans pouvoir être subdivisé d'aucune manière, et en au un cas ils ne pourront être utilisés pour l'exercice d'un commerce ou d'une profession faisant concurrence aux commerces ou professions déjà existants sans toutefois que cette clause puisse préjudicier aux facultés concédées par les baux en cours des commerçants déjà établis.

3°. L'échange des caves sera permis entre les propriétaires mais le syndicat devra en être avisé préalablement à l'opération d'échange.

Aucune clinique ou laboratoire d'expérience ne pourront être établis dans l'immeuble non plus que des cours ou leçons de musique ou de chant, salle de conférences, dancing, cafés, nouveaux concerts ou cinémas.

Sont formellement interdits tous établissements dangereux, insalubres ou incommodes ou qui donneraient lieu à des surprimes d'assurances

4°. Aucun animal même domestique de nature désagréable et anormalement

gênante pour les autres locataires n'est permis dans la maison. Tous dégâts ou dégradations qu'ils pourront faire resteront à la charge de leur propriétaire. Il ne pourra rien être fait qui puisse nuire à l'ordre et à la propriété de l'immeuble ni gêner les autres occupants par le bruit l'odeur ou autrement.

5°. Il ne pourra être cassé ni bois ni charbon dans les appartements. Les approvisionnements de combustibles ou autres livraisons, ne pourront être faites que le matin avant onze heures, aucune livraison ne sera faite les dimanches et jours de fête.

6°. Aucune objet pot de fleurs ou autres ne pourra être déposé sur les bords des fenêtres ou sur les balcons, il n'y sera pas étendu de linge ni exposé aucun objet.

Il ne pourra être secoué de tapis ou habits ou chiffons de nettoyage par aucune des fenêtres donnant sur les cours ou courettes, ni dans l'escalier ni sur les rampes.

7°. Pendant les gelées, il ne pourra être jeté aucune espèce d'eau dans les plombs, pierres dévier ou autres conduits évacuant les eaux dans les tuyaux exposés à la gelée.

8°. Bien que constituant la propriété exclusive séparée du propriétaire de l'appartement dont ils dépendent, les portes d'entrée des appartements, les fenêtres, volets ou persiennes et jalousies et d'une façon générale tout ce qui à l'extérieur des appartements et biens que dépendant de chaque appartement commande l'harmonie et l'uniformité de l'immeuble et son aspect, ne pourront être modifiés sans le consentement de la majorité des trois quarts des voix comme il sera dit à l'article huit ci-après le tout devra toujours être parfaitement entretenu, en bon état et par les propriétaires respectifs. Mais les peintures des portes et des fenêtres ou autres fermetures seront décidées par l'assemblée généralement ordinaire réunie suivant l'article sept ci-après.

9°. Les co propriétaires devront souffrir sans indemnité l'exécution des réparations qui deviendraient nécessaires ou qui seraient décidées aux choses communes. Si besoin est, ils devront livrer passage aux architectes, entrepreneurs et ouvriers chargés de surveiller, conduire ou exécuter ces réparations et cela notamment pour les travaux à faire aux diverses canalisations pouvant traverser les locaux de chaque propriétaire, notamment pour le nettoyage du vitrage des courettes.

10°. Chaque appartement sera muni d'un compteur d'eau pour l'entretien incombant à la charge de la copropriété par le syndic. La répartition sera faite des eaux. S'il y a une vée du compteur, le compte tenu de la consommation comme chargé d'entretien.

11°. Les Chemins, aussi souvent que de l'immeuble d'appareils de chauffage. 12°. Aucune vente de lieu dans un espace judiciaire.

13°. En cas d'infraction à l'article le contre les autres co propriétaires respect des choses. Toutefois propriété tenu de l'exécution. Article deux - U

1°. Les choses communes ne pourront être modifiées sans la réunion en assemblée. 2°. Aucun des propriétaires ne pourra l'entrée de l'immeuble ni y laisser séjourner que la porche a été attribuée à la collectivité. 3°. Il ne pourra être faite de tente ou marquise sur les facades ni détruite.

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

10°. Chaque appartement devra, si l'assemblée générale le décide, être muni d'un compteur divisionnaire d'eau, dont l'installation et le bon entretien incomberont au propriétaire de l'appartement celui-ci aura la charge de la consommation relevée qui sera recouvrée trimestriellement par le Syndic. En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement, la consommation sera réglée d'après l'usage en vigueur à la Compagnie Générale des Eaux. S'il ressort une différence de consommation entre les relevés du compteur général et de l'ensemble des compteurs divisionnaires compte tenu de récupérations par ailleurs la différence sera récupérée comme charge de syndicat.

11°. Les cheminées conduits quelconques de fumée devront être ramonés aussi souvent qu'il sera nécessaire et au moins une fois l'an par le fumiste de l'immeuble. Chaque propriétaire sera responsable de l'utilisation d'appareils de chauffage à combustion lente.

12°. Aucune vente publique de meubles ou autres objets ne pourra avoir lieu dans un appartement, même après décès ou en vertu de décisions judiciaires.

13°. En cas d'insubordination des prescriptions contenues dans le présent article le contrevenant s'exposera à des dommages intérêts envers les autres co propriétaires et à toute mesure de contrainte l'obligeant au respect des sus dites conventions qui font la loi entre les intéressés. Tout propriétaire n'occupant pas lui-même son local sera personnellement tenu de l'exécution du présent règlement.

Article deux - Usage des choses communes

1°. Les choses communes, déterminées comme il est dit plus haut ne pourront être modifiées sans le consentement de la majorité des propriétaires réunies en assemblée générale fixée comme il va être dit à l'article huit.

2°. Aucun des propriétaires ou occupants de l'immeuble ne pourra encombrer l'entrée de la maison les vestibules paliers escaliers couloirs cours

ni y laisser séjourner des objets quelconques. Il est ici fait observer que la porche a été en partie concédée moyennant redevance qui profitera à la collectivité des propriétaires à un commerçant en fruits et légumes.

3°. Il ne pourra être établi sur les façades et balcons aucun auvent tente ou marquise et généralement rien qui puisse changer l'aspect des façades ni détruire l'harmonie, l'uniformité de la maison. Exception est

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

FAITS GÉNÉRAUX pour les stores mobiles qui pourront être installés à l'extérieur des fenêtres avec saillie, de quatre vingt centimètres au maximum, il ne pourra être mis sur les paliers aucun crochet ou porte manteau.

4°. Aucune voiture ne pourra pénétrer dans la cour à l'exception des voitures personnelles de Monsieur Hocquart et de Monsieur Combes qui y sont déjà autorisés. Si Monsieur Hocquart acquiert le lot qu'il occupe il pourra jouir de la même faculté, il pourra l'abriter sous une verrière édifiée à ses frais dans l'angle gauche, mais à la condition de laisser sur demande de libre accès au sous sol par la cour à l'occasion de grosses livraisons. La même servitude de stationnement à l'angle droit bénéficiera à Monsieur Combes, s'il acquiert le lot qu'il occupe, avec la même faculté pour lui d'abriter sa voiture sous une verrière non fermée édifiée à ses frais. La cour ne pourra servir ni au lavage de voiture ou de linge ni à l'étendage du linge, ni au battage des tapis, ni au cardage des matelas. Il ne pourra y être fait aucun travail de quelque nature que ce soit.

5°. Chaque propriétaire aura le droit pour l'évacuation du gaz, des chauffebains, de monter des tuyaux jusqu'au dessus des combles à la condition de se conformer aux règlements administratifs et de façon à ne pas masquer les fenêtres des autres appartements.

6°. Lorsque un propriétaire aura à se plaindre de quoi que ce soit qui serait nuisible au bon ordre ou à la tranquillité de la maison il adressera une plainte par écrit au syndic lequel soumettra le cas échéant, la question à la prochaine réunion générale.

7°. Il ne pourra être mis aucune plaque ou carte à l'extérieur de l'immeuble sans l'assentiment du syndic.

8°. Les conditions qui précèdent ne s'appliquent aux lots présentement loués que dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux droits consacrés par les titres de location en cours.

Article trois - Charges communes - Répartition-

Les charges communes comprendront notamment les frais et dépenses suivantes
1°. Les impôts contributions et taxes de toute nature auxquels sont ou seront assujettis toutes les choses ou parties communes de l'immeuble.

Chaque propriétaire devra, bien entendu, supporter personnellement les impositions mise nominativement à sa charge lorsqu'aura été opérée la mutation de propriété.

2°. Les frais d'entretien et de réparations grosses ou menues s'appliquant aux

choses communes

3°. Les frais d

4°. La rétribut

5°. Les frais d

6°. Les frais d

de l'immeuble.

7°. Les frais de

ustensiles néces

8°. Les salaires en

en décollant.

9°. La location

de l'immeuble.

10°. Les primes d

annexes, contre l

11°. Les honorair

12°. Eventuelle

13°. Tous les fra

à la charge des p

ou elles leur inc

14°. Les propriét

nes auraient à su

occasionnés.

15°. Le règlement

lement aux épou

le syndic.

16°. Dès son entr

les mains du synd

courantes. Cette

dépenses faites p

17°. Après l'anné

fiée, les sommes d

simple mise en t

productive d'un im

inférieur à cin

avances sur titres

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

choses communes énumérées ci-dessus.

3°. Les frais de révalement

4°. La rétribution allouée au syndic

5°. Les frais d'éclairage des locaux communs.

6°. Les frais d'abonnement d'eau destinée à l'usage communet au service de l'immeuble.

7°. Les frais de boîtes à ordures de la maison et tous frais des divers ustensiles nécessaires pour le nettoyage et l'entretien de la maison

8°. Les salaires en espèces et en nature de la concierge les charges sociales en découlant.

9°. La location, l'entretien, le relevé des divers compteurs généraux de l'immeuble.

10°. Les primes ou cotisations d'assurances contre l'incendie et risques annexes, contre la responsabilité civile contre les dégats des eaux etc...

11°. Les honoraires de l'architecte de l'immeuble.

12°. Enventuellement, les frais de recouvrement et de procédure

13°. Tous les frais et dépenses dont il vient d'être parlé seront à la charge des propriétaires dans la mesure ou ils en profiteront et ou elles leur incomberont dans les trois tableaux de répartition ci-dessus

14°. Les propriétaires qui aggraveraient par leur fait les charges communes auraient à supporter seuls les frais et dépenses qui seraient ainsi occasionnés.

15°. Le règlement des frais et dépenses de la maison se fera trimestriellement aux époques du terme, sauf modalités différentes décidées par le syndic.

16°. Dès son entrée en jouissance chaque propriétaire devra verser entre les mains du syndic, provision à déterminer pour faire face aux dépenses courantes. Cette provision sera renouvelée sur la justification des dépenses faites par le syndic.

17°. Après l'arrêté de comptes comme au cas d'appel d'une provision justifiée, les sommes dues et impayées seront à partir de la date d'envoi d'une simple mise en demeure recommandée ou faite par acte extra judiciaire productive d'un intérêt dont le taux annuel sans pouvoir jamais être inférieur à cinq pour cent sera celui de la Banque de France pour les avances sur titres augmenté de deux pour cent. Les sommes non payées

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

par le défaillant et qui seront, dans ce cas avancées par les autres co propriétaires seront recouvrées conformément à la loi.

Article quatre Services Réciproques -

Les conventions stipulées sous les articles un, deux et trois qui précèdent et qui déterminent les droits et obligations respectifs des co propriétaires relativement aux choses de la propriété privée ou commune, constituent des servitudes mutuelles qui subsisteront à perpétuité, sauf l'application des articles 703 et 710 du Code Civil.

Article cinq - Service de l'immeuble

Le service de la maison sera sauf décision contraire pris en assemblée générale assuré par un concierge qui sera choisi par le syndic le concierge sera logé gratuitement dans le local réservé à cet effet et qui consiste en une pièce avec dégagement. Il remplira sa fonction et il sera rétribué dans les conditions prévues par les lois y relatives. Ces conditions seront rappelées dans son contrat de travail.

Article six - Syndic

L'administration générale de l'immeuble, sa surveillance, l'initiative et la direction de tous travaux nécessaires aux choses communes seront confiées à un syndic qui pourra être soit l'un des propriétaires soit un tiers. La nomination du syndic se fera par un vote de l'assemblée générale des propriétaires, dont il sera parlé ci-après. Sa révocation aura lieu le cas échéant de la même manière.

Il pourra dans les mêmes conditions être nommé un syndic suppléant.

En cas de démission décès ou révocation du syndic, l'assemblée générale se réunira sur la convocation du syndic suppléant ou du plus diligent des propriétaires pour désigner un nouveau syndic.

La rémunération du syndic, et s'il y a lieu du syndic suppléant sera fixée par l'assemblée générale et portée aux charges communes.

LES FRAIS QUE LE SYNDIC POURRA ÊTRE AMENÉ À AVANCER pour l'exercice de ses fonctions (frais de bureau, correspondances déplacements et...) seront également portés aux charges communes.

Le syndic tiendra la comptabilité de l'immeuble et les écritures. Il devra être à même un mois après l'expiration de chaque trimestre de donner à chaque propriétaire qui en ferait la demande un état de situation de trésorerie et de gestion, il devra des comptes annuellement à l'assemblée générale des pro-

priétaires.

Le syndic devra

et tenir un registre

Le syndic fera

besoin d'en référer

en prévision un

francs, mais qui

ordinaire des

Ces travaux seront

ni contester la

prévues.

Au dessus de la

des propriétaires

des voix des

à la majorité des

après, s'il s'agit

faire exécuter

la charge d'en

Le syndic exercera

ligences nécessaires

propriétaires.

Le syndic exercera

gences nécessaires

propriétaires aux

Il représentera pour

des propriétaires de

tous tiers et de

dinaires, tant en

Toutefois, les

l'administration

que conformément

Un syndic provisoire

charge jusqu'à l'as

cinquante et un,

teur d'immeubles de

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

priétaires.

Le syndic devra convoquer l'assemblée générale, ainsi qu'il est dit ci-après et tenir un registre de ses délibérations.

Le syndic fera exécuter toutes les réparations de menu entretien sans avoir besoin d'en référer aux propriétaires tant qu'elles ne dépasseront pas en prévision un chiffre qui est provisoirement fixé à vingt cinq mille francs, mais qui pourra être modifié par l'assemblée générale à la majorité ordinaire des voix.

Ces travaux seront exécutés dans que les propriétaires puissent s'y opposer ni contester la répartition de la dépenses dans les proportions ci-dessus prévues.

Au dessus de la somme fixée plus haut, l'autorisation de l'assemblée générale des propriétaires sera nécessaire à la majorité de cinquante pour cent des voix des votants s'il s'agit de réparations réputées d'entretien et à la majorité des trois quarts des votants prévues à l'article neuf ci après, s'il s'agit de grosses réparations. Le syndic pourra en cas d'urgence faire exécuter tous travaux autres que ceux de menu entretien, mais à la charge d'en donner aussitôt avis aux propriétaires.

~~Le syndic exercera, le cas échéant, toutes poursuites contraintes et diligences nécessaires pour le recouvrement des parts contributives des co propriétaires.~~

Le syndic exercera le cas échéant toutes poursuites, contraintes et diligences nécessaires pour le recouvrement des parts contributives des co propriétaires aux charge communes.

Il représentera pour toutes les questions d'intérêt commun, l'ensemble des propriétaires de l'immeuble à l'égard de toutes administrations de tous tiers et devant toutes juridictions compétentes ordinaires ou extraordinaires, tant en demandant qu'en défendant.

Toutefois, les instances, poursuites autres, que celles concernant l'administrations de l'immeuble ne pourront être exercées par le syndic que conformément aux décisions générales de l'assemblée des co propriétaires.

Un syndic provisoire désigné par la société vendeuse assurera cette charge jusqu'à l'assemblée générale au début de l'année mil neuf cent cinquante et un, Monsieur François Dubois, Docteur en droit, administrateur d'immeubles demeurant à Charenton, 9 rue Victor Basch est désigné

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

comme syndic, provisoire pour la durée de trois ans prévue ci-dessus. Il aura droit à la rémunération fixée par le tarif de la chambre syndicale des administrateurs de biens. Dès à présent ses honoraires et ses déboursés sont fixés forfaitairement à vingt six mille francs jusqu'au premier avril mil neuf cent cinquante et un.

L'Assemblée générale des propriétaires se réunira à l'expiration de ce délai sur la diligence de Monsieur Dubois, soit pour le maintenir dans ses fonctions soit pour le remplacer.

Article sept - Assurances.

1°. L'assurance actuelle garantissant l'immeuble contre l'incendie la foudre l'explosion du gaz, les accidents causés par l'électricité, le recours des voisins, et la responsabilité civile sera continuée par les soins du syndic avec toutes modifications, reconnues nécessaires.

D'autre part, chaque acquéreur devra faire assurer personnellement contre l'incendie et les explosion le mobilier qui se trouverait dans l'appartement à lui vendu ou imposer cette obligation à tous locataire ou autre occupant de cet appartement, et il devra s'assurer en outre pour les mêmes risques contre les risques locatifs et le recours des voisins, le tout à une compagnie d'assurances notoirement solvable.

A la première réunion des propriétaires et ensuite à l'assemblée annuel à tenir au plus tard le trente juillet, il sera décidé si les assurances sont faites à un chiffre suffisant. Elles pourront être modifiées d'un commun accord entre les propriétaires, et à défaut, une décision sera prise à la majorité comme il est dit sous le titre sept.

Toutefois les intéressés pourront contracter individuellement à leur profit et risques telles assurances complémentaires que bon leur semblera.

En cas de sinistre, l'indemnité collective sera déposée entre les mains d'un sequestre désigné par l'assemblée des propriétaires elle sera employée par les soins du syndic à la remise en état de l'immeuble et servira à payer les entrepreneurs au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Toutefois en cas de sinistre total ou presque total et si dans l'un ou l'autre de ces deux cas l'indemnité d'assurance n'est pas suffisante pour reconstruire l'immeuble la reconstruction aura lieu que si elle est décidée en assemblée générale par les propriétaires réunissant les trois quarts des voix appartenant à la totalité des propriétaires de l'immeuble et formant

au moins les trois quarts.
Si la reconstruction est votée contre la décision de l'assemblée, les propriétaires en font la reconstruction ou à ceux qui ne peuvent pas acquiescer tous les propriétaires auront le droit de la faire.
Il en serait de même si la décision au vote à moins que l'assemblée qui l'a prise ne soit à cette décision.
Le prix de cession sera fixé par deux experts choisis par la plus diligente assemblée de l'immeuble et avec faculté pour les propriétaires de les départager en cas de désaccord. Les sommes nécessaires de l'indemnité d'assurance seront versées à la proportion du prix de cession dans les trois mois de l'expiration du délai au taux légal en vigueur.
Enfin si la décision n'est pas décidée ou si elle est contraire aux autres en vertu de la loi ou encore si la décision des propriétaires n'est pas suffisante, il sera prélevé sur l'indemnité pour réédifier les parties de l'immeuble qui se trouveront détruites. L'indemnité d'assurance sera faite dans le délai de trois mois.

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

au moins les trois quarts en nombre des propriétaires.

Si la reconstruction est ainsi décidée les propriétaires qui auraient voté contre la reconstruction seraient tenus si les autres propriétaires leur en font la demande dans le mois de la décision de l'assemblée de ~~ceder~~ ~~cession~~ ~~à~~ ~~ceux~~ ou à ceux des propriétaires qui le demanderaient si tous ne désirent pas acquérir tous leurs droits dans l'immeuble. Auquel cas, les cédants auront le droit de conserver la part leur revenant dans l'indemnité. Il en serait de même à l'égard des propriétaires n'ayant pas pris part au vote à moins que dans le mois de la notification de la décision de l'assemblée qui leur serait faite par le syndic, ils ne déclarent adhérer à cette décision.

Le prix de cession en défaut d'accord entre les parties sera déterminé par deux experts nommés par le président du tribunal civil de la situation de l'immeuble sur simple ordonnance à la requête de la partie la plus diligente en présence des autres parties ou elles dument appelées et avec faculté pour les experts de s'adjoindre un troisième expert pour les départager en cas de désaccord sur le choix du tiers expert, il sera commis de la même façon.

Les sommes nécessaires au paiement des travaux de reconstruction, en sus de l'indemnité d'assurances seront à la charge des propriétaires dans la proportion du droit de co propriété de chacun et exigible dans les trois mois de l'assemblée qui en aura évalué le montant, les intérêts au taux légal en matière civile pourront de plein droit à défaut de versement dans ledit délai.

Enfin si la totalité des droits des propriétaires qui n'auront pas décidé ou approuvé la reconstruction n'est pas acquise par les autres en vertu de la faculté réservée à ceux ci comme il est dit ci-dessus ou encore si la reconstruction n'est pas décidée par l'assemblée générale des propriétaires il sera procédé comme suit :

il sera prélevé sur l'indemnité d'assurances la somme nécessaire pour réédifier les parties de l'immeuble (murs mitoyens ou autres choses) qui se trouveraient à l'usage commun tant de l'immeuble détruit que de l'immeuble voisin et dont la réédification serait demandée par l'assemblée générale des propriétaires de cette immeuble voisin et cette réédification sera faite dans le plus bref délai par les soins du syndic et de l'ar

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

architecte de la maison. Quant à l'immeuble détruit tout ce qui en restera subsister sera considéré comme chose commune et vendu aux enchères par le notaire, ainsi que le terrain. Le produit de cette vente, de même que l'indemnité d'assurances le cas échéant seront répartis entre les propriétaires en proportion de leurs droits de co propriété des choses communes.

Article huit - Assemblées générales

Les propriétaires se trouveront former une association ou syndicat pour la gestion de leurs intérêts communs et l'exercice des actions judiciaires les concernant. Ils devront se réunir en assemblée générale dans les trois premiers mois de chaque année sur la convocation qui sera faite par le syndic. Celui-ci ne pourra se refuser à peine de révocation, à convoquer une assemblée s'il la demande lui en est faite par des propriétaires représentant entre eux la moitié en importance des appartements. L'assemblée devra d'ailleurs pour faciliter les opérations de la gérance désigner un ou deux délégués, avec le pouvoir de recueillir et faire prévaloir les avis des propriétaires sur tous travaux et mesures urgentes et de les tenir au courant de l'exploitation. ⁹⁾ Leurs convocations aux assemblées seront soit adressées par lettre recommandée envoyée aux propriétaires à leur domicile à Paris ou à un domicile élu dans cette ville, soit remise contre récépissé; elles devront être mises à la poste à Paris au moins cinq jours avant la date de la réunion, elles indiqueront le motif de la convocation. En cas d'urgence ce délai sera réduit à deux jours.

Les assemblées se tiendront dans les bureaux du syndic, ou dans tout autre endroit par lui désigné. Elles auront lieu sous sa présidence avec l'assistance d'un assesseur et d'un secrétaire et en cas d'empêchement du syndic sous celle d'un propriétaire remplissant les fonctions de délégué.

En cas d'indivision d'un appartement entre plusieurs personnes, celles-ci devront déléguer l'une d'elles, agréée par le syndic pour les représenter auprès du Syndicat et assister aux assemblées générales faute par elles de désigner leur délégué, les convocations seront valablement faites au domicile de l'ancien propriétaire, leur auteur.

Les propriétaires qui ne pourront assister aux réunions auront la faculté de s'y faire représenter par un mandataire, porteur d'un mandat permanent ou spécial pour l'assemblée convoquée et qui dans ce dernier cas devra être annexé au procès verbal.

Les décisions se
présents ou repr
seront proprié
La Société " L'
de plusieurs par
aux appartements

En cas d'égalité
en nombre sera pr
Pour délivrer val
un tiers de voix
présentées. Les d
dissidents, une
téressés.

Les délibérations
des procès verba
les membres du
tout membre du
mander copie au

Article neuf -

Les questions qui
seront tranchées
pourront d'ill
ment les régleme
en assemblée g
moins vingt jour
fications ou d'ill
Mais les décisions
par une double m
en nombre et les
En ce qui concerne
elles ne pourront
double majorité
Il sera dressé
en la forme auth
soit signé par les

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des membres du syndicat présents ou représentés qui disposeront chacun d'autant de voix qu'ils seront propriétaires de millièmes dans les choses communes.

La Société " L'Immobilière Parisienne " tant qu'elle restera propriétaire de plusieurs parties de l'immeuble aura le nombre de voix afférentes aux appartements non vendus.

En cas d'égalité des voix des membres présents ou représentés la majorité en nombre sera prépondérante.

Pour délivrer valablement un tiers au moins des propriétaires ayant au moins un tiers de voix attribuées comme il est dit ci-dessus devront être représentés. Les décisions, régulièrement prises obligent les absents ou dissidents, une copie de ces décisions sera tenue à la disposition des intéressés.

Les délibérations seront inscrites par ordre de dates sur un registre des procès verbaux tenu par le syndicat, le procès verbal sera signé par les membres du bureau et l'un des propriétaires présents à l'assemblée tout membre du syndicat a droit d'en prendre communication ou d'en demander copie au syndicat.

Article neuf - modification au cahier de charges

Les questions qui n'auraient pas été prévues dans le cahier des charges seront tranchées conformément à la loi et aux usages, les propriétaires pourront d'ailleurs compléter ou modifier le cahier des charges et spécialement les règlements sous les articles précédents par une décision prise en assemblée générale extraordinaire dont la convocation, faite au moins vingt jours à l'avance devra indiquer dans l'ordre du jour les modifications ou additions sur lesquelles l'assemblée aura à statuer.

Mais les décisions qui statueront sur ces modifications devront être adoptées par une double majorité comprenant les trois quarts des propriétaires en nombre et les trois quarts en voix attribuées par l'article précédent.

En ce qui concerne les modifications dans la répartition des charges elles ne pourront avoir lieu que par décision prise également par cette double majorité formée par les propriétaires supportant les charges.

Il sera dressé un procès verbal de la réunion qui sera soit constaté en la forme authentique que Me. Boisseau, notaire à Migny ou son successeur soit signé par les membres présents à l'assemblée et déposé aux minutes du

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

dit notaire à la requête de deux des co propriétaires les plus diligents et une copie dressée conformément à la loi du vingt quatre juillet mil neuf cent vingt et un sera fournir au bureau des hypothèques pour valoir transcription. Les difficultés qui pourraient naître entre les divers propriétaires au sujet de l'application du présent règlement seront soumises à deux arbitres qui seront désignés, l'un par l'assemblée générale et l'autre par la ou les propriétaires soulevant la contestation avec adjonction, en cas de désaccord d'un tiers arbitres qui serait désigné par monsieur le Président du Tribunal civil de la Seine à défaut d'entente sur sa nomination sur simple requête à lui présentée par la partie la plus diligente mais en présence ou elle dument appelé de l'autre partie.

Faute de compromis les difficultés seraient réglées conformément au droit commun.

Article dix - obligation d'exécution - Election de domicile

Le présent cahier des charges et le règlement qu'il impose seront obligatoires pour chacun des acquéreurs de partie de la maison et ses ayants droit futurs. Une expédition sera délivrée à chacun des acquéreurs à ses frais.

Dans tous contrats de vente, les nouveaux propriétaires devront s'obliger à l'exécution des conditions du cahier de charges pour laquelle ils **devront** faire election de domicile à Paris avec attribution de juridiction. Faute par les parties aux dits contrats d'avoir fait election de domicile à Paris les notifications judiciaires seront valablement faite au Parquet du Tribunal civil de la Seine.

Pour les actions à exercer contre les tiers, ou y défendre dans l'intérêt commun soit au nom de tous les co propriétaires domicile est élu par le syndic ou les propriétaires mis en cause personnellement dans l'immeuble.

CHARGES ET CONDITIONS DES VENTES -

Outre les conditions résultant du règlement de co propriété qui précèdent les ventes des appartements ou locaux tels qu'ils sont désignés plus haut auront lieu aux charges et conditions suivantes que les parties seront tenues chacune en ce qui les concernera d'exécuter, savoir :

Article premier - PROPRIÉTÉ-JOISSANCE

Les acquéreurs seront propriétaires de l'appartement ou des locaux à eux vendus à compter du jour de la vente.

L'entrée en
Si des appa
actuellement
rappelée à
faire son aff
contre la soci
les droits
Article dix
Les ventes
précher
Les acquére
tels qu'ils se
Il n'y aura
soit de solidi
tions, soit de
ou la superfie
superficie et
ou la perte de
Article treizi
Les acquéreurs
sives de toute
s'il en est
à leurs risques
venderesse, et
plus de droits
liers non press
ni préjudiciable
du vingt trois
Spécialement les
restrictions,
tés, décisions,
concernant l'act
Paris, et qui
faire leur aff
contre la Société

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

L'entrée en jouissance sera fixée dans chaque contrat de vente .

Si des appartements étaient loués à l'époque des ventes comme il en est actuellement il les baux et locations intéressant chaque acquéreur seraient rappelés à nouveau dans les contrats de vente et à l'acquéreur devrait faire son affaire personnelle desdits baux et locations sans aucun recours contre la société vendeuse, étant subrogé purement et simplement dans les droits et obligations de celle-ci à cet égard.

Article deux - GARANTIE -

Les ventes seront faites avec garantie de tous troubles évictions et empêchements quelconques .

Les acquéreurs seront tenus de prendre les appartements ou locaux vendus tels qu'ils se trouveront au jour de la vente.

Il n'y aura aucune garantie ni répétition de part ni d'autre pour raison soit de solidité du sol ou du sous sol ou des bâtiments vices constructions, soit de mitoyennetés, vues, jours soit d'erreur dans la désignation ou la superficie indiquée la différence qui pourrait exister entre cette superficie et celle réelle excédant-elle un vingtième devant faire le profit ou la perte des acquéreurs.

Article trois-Servitudes

Les acquéreurs jouiront des servitudes actives et souffriront celles passives de toute nature apparentes ou occultes continues ou discontinues s'il en existe, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres à leurs risques et périls personnels, sans recours contre la Société vendeuse, et sans que la présente clause puisse conférer à des tiers plus de droits qu'ils n'en auraient réellement en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la loi, comme aussi sans qu'elle puisse nuire ni préjudicier aux droits résultants en faveur des acquéreurs de la loi du vingt trois mars mil huit cent cinquante cinq.

Spécialement les acquéreurs devront supporter toutes les obligations, restrictions, servitudes et expropriations pouvant résulter de tous arrêtés, décisions, décrets lois ou lois en vigueur, ou pouvant intervenir concernant l'aménagement d'embellissement ou l'alignement de la ville de Paris, et qui pourraient grever l'immeuble dont s'agit et devront en faire leur affaire personnelle à leurs risques et périls sans recours contre la Société vendeuse.

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

A cet égard Madame Veuve Forget es qualités déclare que la société n'a personnellement créé ni laissé acquérir aucune servitude particulière sur ledit immeuble et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune autre que celles, pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de la loi et des anciens titres de propriété ou du plan d'urbanisme.

Etant précisé ici qu'en ce qui concerne ce dernier plan, Monsieur le Préfet de la Seine a adressé au notaire soussigné à la date du dix mai mil neuf cent cinquante la lettre dont le texte essentiel est ci-après littéralement transcrit.

En réponse à votre lettre du douze avril mil neuf cent cinquante, concernant la vente d'un immeuble appartenant à la société j'ai l'honneur de vous adresser les renseignements suivants :

I - Immeubles en bordure des voies publiques :

a) Désignation de la voie : rue du Château d'eau n°34.

Date d'approbation de l'alignement : ordonnance royale du six mars mil huit cent vingt huit.

Situation de l'immeuble par rapport à l'alignement : aligné .

III - Projets de voirie -

Un plan coupé régulier de dimension plus importante que celle résultant des alignements approuvés est prévu en cas de reconstruction à l'encoignure de la rue du Château d'eau et de la rue Lucien Sampaix.

IV - Cour commune : néant

V - Réserve domaniale : néant

VI - Origine communale : néant

VII - Servitudes administratives d'origine communale : néant

VIII - Plan d'aménagement

Il est rappelé que la possibilité de modifier l'état d'immeuble est subordonnée à la délivrance soit d'un permis de bâtir s'il s'agit d'élever des constructions nouvelles ou de modifier les constructions existantes soit d'une autorisation spéciale en cas de changement d'affectation . Les modifications sollicitées devront être conformes aux dispositions législatives et réglementaires compte tenu notamment de la situation , de la surface de la configuration du terrain et de l'utilisation envisagée.

Le présent certificat ne préjuge en rien les décisions de l'administration à cet égard.

IX Observation et

Le présent certificat

loi du quinze juin

propriété à l'ex

division de sol.

article quatre -

Les acquéreurs

grevant ou pouva

jour de l'entrée

article cinq -

L'acquéreur de cha

de la vente à lui

dont il deviendra

pour la société

concernant l'im

Il en acquittera

deviendra proprié

sauf à lui à faire

n'est pas suffi

L'assurance devra

Pour le renouvel

règlement de co

En cas de sinist

resse aura seule

le prix à l'ind

simples quittances

qui est dit à l'a

ne la reconstruct

Article six -

La société vend

deuxième bureau

En outre chaque

contra t de vente

lui semble les fo

légales le tout

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

IX Observation et dispositions diverses

Le présent certificat ne dispense d'aucune des formalités prévues par la loi du quinze juin mil neuf cent quarante trois pour les divisions de propriété à l'exception des ventes d'appartement n'entraînant pas de division du sol. *La lettre est demeurée ci. annexée après mention.*

article quatre - CONTRIBUTIONS ET CHARGES

Les acquéreurs acquitteront les contributions et charges de toute nature grevant ou pouvant grever les appartements à eux vendus à compter du jour de l'entrée en jouissance.

Article cinq - ASSURANCES

L'acquéreur de chaque appartement ou local sera subrogé par le seul fait de la vente à lui consentie et jusqu'à concurrence de la fraction dont il deviendra propriétaire dans les droits et obligations résultant pour la société venderesse de toute police d'assurance contre l'incendie concernant l'immeuble vendu.

Il en acquittera les primes proportionnellement à la fraction dont il deviendra propriétaire à compter du jour de son entrée en jouissance. sauf à lui à faire une assurance complémentaire s'il juge que l'immeuble n'est pas suffisamment assuré.

L'assurance devra être continuée jusqu'à son expiration.

Pour le renouvellement il sera statué comme il est dit à l'article sept du règlement de co propriété.

En cas de sinistre avant la libération des acquéreurs la Société venderesse aura seule droit jusqu'à concurrence et par imputation sur le prix à l'indemnité qui serait due et qu'elle pourra toucher sur ses simples quittances sans cependant que cette stipulation puisse nuire à ce qui est dit à l'article sept du règlement de co propriété en ce qui concerne la reconstruction.

Article six - TRANSCRIPTION ET PURGE

La société venderesse fera transcrire une expédition des présentes au deuxième bureau des hypothèques de la Seine.

En outre chaque acquéreur devra faire transcrire une expédition de son contrat de vente audit bureau d'hypothèque et pourra faire remplir si bon lui semble les formalités prescrites par loi pour la purge des hypothèques légales le tout à ses frais.

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

Et si lors ou par suite de l'accomplissement de l'une ou de l'autre de ces formalités il se révèle ou survient des inscriptions grevant l'immeuble dont s'agit la société venderesse ainsi que l'y oblige madame veuve Forget devra en rapporter à ses frais les mainlevées et certificats de radiation dans le mois de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-après élu .

Au surplus les acquéreurs seront indemnisés sur leur prix de tous frais extraordinaires de transcription et de purge .

Article sept - SOLIDARITE DES ACQUEREURS

Si plusieurs personnes se rendent acquéreurs conjointement d'un même appartement ou local il y aura dans ce cas solidarité entre elles et les droits et actions tant personnels que réels de la société venderesse seront indivisibles à leur égard.

DÉCLARATIONS

Madame veuve Forget déclare :

que les membres de la société " L'immobilière parisienne " de même que celle-ci sont de nationalité française .

Que la société en raison de sa nature n'est pas susceptible d'hypothèque légale ni de faillite ou liquidation judiciaire et qu'elle n'a jamais fait l'objet d'une action en nullité .

Qu'aucune modification n'a été apportée aux statuts de ladite société depuis la cession de part sociales intervenue le vingt huit avril mil neuf cent quarante six énoncée en tête des présentes.

Que cette société ainsi que ses membres ne sont pas actuellement ni susceptibles d'être ultérieurement l'objet de poursuites pour profits illicites ou pour ses membres d'indignité nationale pouvant entraîner la confiscation totale ou partielle soit des biens de la société , soit de leurs biens le tout dans les termes des ordonnances des vingt six décembre mil neuf cent quarante quatre et six janvier mil neuf cent quarante cinq.

FRAIS

Chaque acquéreur paiera tous les frais , droits et honoraires de son contrat d'acquisition en ce compris la quote part à sa charge dans les frais du présent cahier de charges règlement de co propriété et de sa transcription il paiera en outre les frais d'une expédition des présentes s'il désire qu'il lui en soit remise une.

La Société venderesse
de l'immeuble à ve
ou local dans la
Lorsque tous les a
syndic qui les dé
en sa possession.
En outre les acqu
la société venderesse
tous extraits ou

Pour l'exécution
du chateau d'Or

Fait et passé à
L'an mil neuf cent
Et après lecture
suivent les sign
Ensuite se trou
Enregistré à
Case : 49 A - reçu

SUIT LA TENUE DE

STATUTS

(voir tableau en

BREFFECTURE DE LA

Services techniques

Paris le dix mil
Monsieur,
En réponse à votre
la vente par appa

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

REMISE DE TITRES

La Société venderesse conservera entre ses mains les titres de propriété de l'immeuble à vendre tant qu'elle restera propriétaire d'un appartement ou local dans la maison.

Lorsque tous les appartements ou locaux seront vendus elle remettra au syndic qui les détiendra pour le compte commun les titres de propriété en sa possession.

En outre les acquéreurs demeureront subrogés dans tous les droits de la société venderesse pour se faire délivrer à leurs frais personnels tous extraits ou expéditions d'actes qu'il appartiendra.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes ~~la comparante~~ fait l'élection de domicile à Paris 3^e rue du château d'Eau en l'immeuble.

LOI ACTE

Fait et passé à Lagny en l'étude du notaire soussigné.

L'an mil neuf cent cinquante le vingt deux mai

Et après lecture faite, la comparante a signé avec le notaire
suivent les signatures

Ensuite se trouve cette mention :

Enregistré à Lagny le vingt six mai mil neuf cent cinquante, folio : 11
Case : 49 A - reçu 3 cinq cent soixante quinze francs.

(signé) Marcel Rouzol.

SUIT LA TENEUR LITTÉRALE DES ANNEXES -

I

ÉTAT LOCATIF DE L'IMMEUBLE

(voir tableau au dos)

II

PRÉFECTURE DE LA SEINE

Services techniques de Topographie et d'Urbanisme (Paris et Banlieue)

Hôtel de ville

Paris le six mai mil neuf cent cinquante

Monsieur,

En réponse à votre lettre du douze avril mil neuf cent cinquante concernant la vente par appartement d'un immeuble, j'ai l'honneur de vous adresser

No. de ch.	Situation	Lot	Désignation	Surface	Broyer de	Broyer de	Mode de	Dipôt de	Observations
1	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
2	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
3	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
4	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
5	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
6	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
7	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
8	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
9	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
10	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
11	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
12	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
13	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
14	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
15	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
16	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
17	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
18	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
19	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
20	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
21	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
22	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
23	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
24	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
25	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
26	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
27	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
28	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
29	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
30	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
31	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
32	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
33	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
34	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
35	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
36	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
37	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
38	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
39	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
40	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
41	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
42	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
43	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
44	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
45	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
46	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
47	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
48	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
49	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
50	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
51	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
52	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
53	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
54	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
55	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
56	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
57	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
58	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
59	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
60	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
61	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
62	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
63	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
64	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
65	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
66	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
67	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
68	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
69	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
70	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
71	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
72	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
73	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
74	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
75	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
76	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
77	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
78	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
79	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
80	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
81	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
82	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
83	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
84	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
85	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
86	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
87	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
88	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
89	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
90	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
91	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
92	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
93	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
94	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
95	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
96	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
97	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
98	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
99	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion
100	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion	Proportion

IMMEUBLES A. PARIS 34 Rue du CHATEAU D'EAU
ETAT LOCATIF Au 15 Avril 1950

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

les renseignements suivantes :

I - Immeubles; en bordure des voies publiques

a) Désignation de la voie : rue du Chateau d'EAU n°34.

Date d'approbation de l'alignement : Ordonnance Royale du six mars mil huit cent vingt huit .

Situation de l'immeuble par rapport à l'alignement:aligné

III - Projets de voirie -

un pan coupé régulier de dimension plus importante que celle résultant des alignements approuvés est prévu en cas de reconstruction à l'encoignure de la rue du Chateau d'EAU et de la rue Lucien Sampaix.

IV - Voirie commune : Néant

V - Réserve domaniale : Néant

VI - Origine communale : Néant

VII - Servitude administratives d'origine communale - Néant

VIII - Plan d'aménagement

Il est rappelé que la possibilité de modifier l'état d'un immeuble est subordonnée à la délivrance soit d'un permis de bâtir s'il s'agit d'élever des constructions nouvelles ou de modifier les constructions existantes soit d'une autorisation spéciale en cas de changement d'affectation. Les modifications sollicitées devront être conformes aux dispositions, législatives et réglementaires compte tenu notamment de la situation de la surface de la configuration du terrain et de l'utilisation envisagée, Le présent certificat ne préjuge en rien les décisions de l'Administration à cet égard.

IX - Observation et dispositions diverses

Le présent certificat ne dispense d'aucune des formalités prévues par la loi du quinze juin mil neuf cent quarante trois pour les divisions de propriété à l'exception des ventes d'appartements n'entraînant pas de division du sol Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'ingénieur Général, Chef des services techniques de topographie et d'urbanisme.

(signé) J.Huguenin.

En marge se trouve cette mention :

Annexé à la minute d'un acte reçu par le notaire soussigné , le vingt deux mai mil neuf cent cinquante .

TEXTE DE L'ACTE OU DU JUGEMENT À TRANSCRIRE.

(Signé) R. BOISSEAU.

DE LA PROCURATION donnée par Madame FORGET à Monsieur GRANDSERRE, le premier juillet mil neuf cent quarante neuf portant ces mentions :

1°. Enregistré à Montluçon, le deux juillet mil neuf cent quarante neuf, folio 43 ? Numéro 206, volume 481 A reçu : cinq cent soixante quinze francs.

(Signé) illisiblement.

2°. Annexé à la minute d'un acte reçu par le notaire sousigné, le vingt deux mi mil neuf cent cinquante.

(Signé) R. Boisseau.

IL A ETÉ LITÉRLEMENT CE QUI SUIT /

Vendre soit de gré à gré, soit aux enchères en totalité ou en parties, en un seul ou plusieurs lots aux personnes et aux prix, charges et conditions que le mandataire jugera convenables :

Un immeuble situé à Paris rue du Château d'eau n°34 appartenant à ladite société.

Etablir la désignation complète et l'origine de propriété dudit immeuble
fixer l'époque d'entrée en jouissance, convenir du mode et des époques
de paiement des prix, les recevoir en principal et intérêts, soit comptant
soit aux termes convenus ou par anticipation consentir toutes délégations
aux créanciers inscrits, accepter toutes garanties transporter avec ou sans
garantie tout ou partie des prix de vente, toucher le prix de ces transports.
Faire tous échanges de la totalité ou partie de l'immeuble avec telles person-
nes et contre tels biens que le mandataire avisera, stipuler toutes soultes
les recevoir ou payer, vendre comme il est dit ci-dessus les immeubles
reçus en contre échange.

Obliger le constituant à toutes garanties et au rapport de toutes justifications
mainlevées et certificats de radiations.

Faire toutes déclarations.

Faire toutes affirmations prescrites par la loi relativement à la sincérité
des prix de vente ou de transport et des soultes d'échange.

A défaut de paiement et en cas de difficultés quelconques exercer toutes
poursuites nécessaires depuis les préliminaires de la conciliation jusqu'à
l'obtention et la prise à exécution de tous jugements et arrêts, produire à
tous ordres et distributions, toucher le montant de toutes collocations.

De toutes sommes reçues donner quittance consentir mentions et subrogations

totales ou parti
deprivilège et to
droits de privilè
tion de toutes in
tions et autres e
de paiement, rem
à leur remise.
aux effets ci-dess
et généralement fa

Revoir. 19 des pouvoirs
Judicatoire dont l'art. 3
Sénat notaire à Paris
le 16. Le Préfet de la Seine
1897 Madame Veuve Louis
les propositions d'interm
Le sous-secr
titre la présente d'op
e de l'expédition
seul, mots rayés et

Formule de certificat de collationnement qui doit être inscrite
à la fin de la copie.

Mo-135
gal-

totales ou partielles avec ou sans garantie, ainsi que toute limitation de privilège et toutes antériorités faide mainlevée avec désistement de tous droits de privilège, hypothèque et action résolutoire et consentir la radiation de toutes inscriptions d'office et autres et de toutes saisies oppositions et autres empêchements quelconques le tout avec ou sans constatation de paiement, remettre tous titres et pièces ou obliger les constituants à leur remise .

FOUR EXPEDITION

~~Signature~~

$\frac{1}{2} \times 11 \times 11$
 66

DESERRE, le premier

quarante neuf, folio
nize francs.

igné, le vingt

u en parties en un
et conditions que

appartenant à ladite

du à it immeuble

des époques

ets, soit comptant

tes délégations

porter avec nous sans

x de ces transports.

avec telles personnes

ler toutes soultas

les immeubles

e toutes justifications

ment à la sincérité

exercer toutes

conciliation jusqu'à

arêts, produire à

as collocations.

ons et subbrogati ons